

Chronique de sociologie : comparaisons européennes

Cellule de sociologie de l'OFCE

La jeunesse dans quatre pays d'Europe

La Fondation Jacobs a organisé les 28 et 29 octobre 1999 au château de Marbach un colloque international consacré aux problèmes de la jeunesse en Europe occidentale et aux États-Unis. Les meilleurs spécialistes de ces pays participaient à ce colloque. Nous avons choisi des extraits des situations les plus contrastées que nous présentons ici. Dans la traduction, nous avons respecté la saveur des textes originaux, laissant au lecteur le soin de faire la part de l'humour britannique et de l'ironie latine. Nous remercions la Fondation Jacobs et l'organisateur du colloque, Thomas D. Cook, de nous avoir autorisés à publier ces bonnes feuilles d'un livre à paraître à Cambridge University Press : Thomas D. Cook, Richard Breen, Marlis Buchmann and Frank F. Furstenberg J.-R. (eds.), *National Differences in the Transition to Work and Stable Family Life : Towards an Explanation in Western Europe and the USA*

Dans tous les pays industriels avancés, la jeunesse s'est constituée en une catégorie d'âge intermédiaire entre la scolarité et l'entrée dans la stabilité de la vie professionnelle et familiale. Cette période s'est allongée et institutionnalisée au cours des dix dernières années. Cette tendance commune n'empêche qu'il y ait une diversité considérable dans la façon dont la jeunesse est vécue dans chaque pays. Les textes qui suivent font ressortir ces contrastes : les Anglais quittent le foyer familial pour s'établir tôt en couple et avoir des enfants. A la différence des Français, ils ne font pas confiance à leurs études pour trouver un emploi, ils cherchent à s'embaucher le plus tôt possible. Les Français quittent le foyer familial pour s'établir individuellement et attendent pour s'établir en couple stable la fin de leur jeunesse ; tandis que les Italiens demeurent chez leurs parents très tardivement et ne les quittent que pour se marier et avoir un enfant. Le système d'apprentissage dual allemand, qui a servi d'exemple aux autres pays européens, se trouve aujourd'hui en grande difficulté, du fait de la diversification croissante des métiers et de la rapidité des transformations des systèmes productifs due à la mondialisation.

Sommaire

Introduction	
L'allongement de la jeunesse en Europe <i>Olivier Galland</i>	187
Le modèle allemand d'apprentissage est en crise <i>Walter R. Heinz</i>	193
Pourquoi les jeunes italiens restent-ils si tard chez leurs parents? <i>Alessandro Cavalli</i>	203
Pourquoi les jeunes anglais quittent-ils si tôt leurs parents? <i>Hugh Cunningham</i>	207
L'optimisme illusoire des jeunes anglais <i>John Bynner</i>	217
Une polarisation de la jeunesse française <i>Olivier Galland</i>	221

Introduction

L'allongement de la jeunesse en Europe

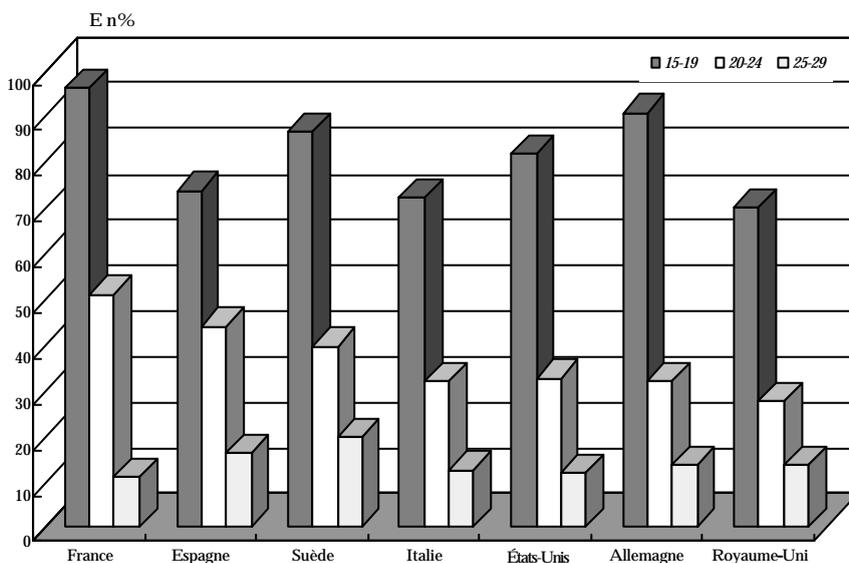
Olivier Galland

Observatoire sociologique du changement FNSP-CNRS

La jeunesse se prolonge dans tous les pays développés, mais les formes de cette prolongation restent très diversifiées, aussi bien sur le plan scolaire et professionnel que familial. La durée des études initiales, par exemple, reste très variable d'un pays à l'autre. La France est un des pays de l'OCDE qui maintient le plus grand nombre de jeunes dans le système de formation initial entre 20 et 24 ans. Le contraste est très net avec nos voisins allemands et anglais, dont les jeunes se présentent plus rapidement sur le marché du travail.

Ces différences de comportement peuvent tenir en partie à des facteurs institutionnels. Le système *dual* allemand organise, par le biais de l'apprentissage, le passage des jeunes vers l'emploi, grâce à un

1. Pourcentage de jeunes en formation en 1996 dans quelques pays de l'OCDE



Source : Eurostat, statistiques démographiques.

consensus social qui réunit autour de cette question le patronat, les syndicats et le gouvernement (voir le texte de Heinz). Même si ce système connaît aujourd'hui des difficultés qui réduisent son efficacité, il assure toujours une insertion professionnelle plus rapide et plus aisée aux jeunes allemands, dont le taux de chômage n'est pas supérieur à celui de la population générale et reste bien en dessous de celui que connaissent les jeunes français (graphique 4, à la fin de cette introduction).

Des facteurs de nature plus culturelle interviennent également. Par exemple, le rapport aux études des jeunes français et des jeunes anglais est très différent¹. Les écoliers français, quel que soit leur niveau, valorisent les études pour elles-mêmes : on a le sentiment que, dans cette représentation des études, le *niveau* atteint est plus important que le *contenu*. Tout le monde en France juge légitime que la sélection méritocratique par les études conditionne la place de chacun dans l'échelle de stratification sociale. Les études sont donc d'abord conçues comme un instrument de classement social : d'où l'importance accordée par les jeunes et leur famille à la réussite scolaire et la vigilance dont ils font preuve à l'égard de l'orientation des politiques éducatives.

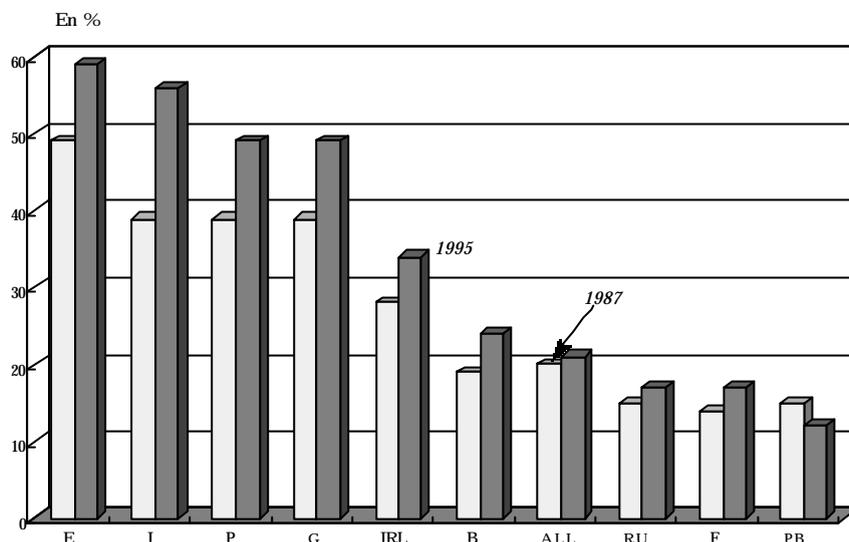
Mais la conséquence de cette représentation commune des études est que ceux des jeunes français qui ne parviennent pas à atteindre un niveau suffisant sont l'objet d'une très forte stigmatisation — leur échec scolaire les place d'emblée au ban de la société — et ressentent une très forte frustration car ils ont une conscience très nette de leur mise à l'écart. En Angleterre, la situation est très différente. Les élèves d'origine populaire envisagent facilement de faire des études courtes. Pour eux, les études servent d'abord à donner les compétences nécessaires à l'exercice d'un métier. À l'inverse, les élèves de milieux sociaux favorisés partagent le modèle d'excellence des jeunes français, qui conduit à envisager des études longues et à construire des projets ambitieux. Donc, les représentations des études sont très segmentées en Angleterre, ce qui réduit, dans ce pays, l'importance du sentiment de frustration que ressentent beaucoup de jeunes français.

Les écarts entre jeunes européens dans les rythmes et les modalités du passage des seuils familiaux — départ de chez les parents, vie en couple, naissance du premier enfant — sont tout aussi marqués. Mais, dans ce domaine, les comportements des Français sont plus proches de ceux des Européens du Nord que du Sud. Le modèle méditerranéen présenté par A. Cavalli dans le cas de l'Italie est très spécifique : tant qu'ils ne sont pas mariés, les jeunes italiens restent chez leurs parents. Ainsi, entre 25 et 29 ans, c'est encore une majorité de jeunes italiens qui vivent au domicile familial (graphique 2). Cela ne veut pas dire que perdure un modèle « familialiste » traditionnel qui se caractériserait par

1. Nous nous basons sur une étude de cas réalisée, dans le cadre d'un mémoire de DEA (DEA de sociologie de Sciences Po, filière analyse comparée du changement social), par Aline Boizard, qui a interrogé sur cette question des écoliers anglais et français.

le maintien d'un joug familial qui briderait fortement la liberté de ces jeunes adultes. Cavalli montre au contraire qu'ils jouissent d'une grande liberté dans leur vie quotidienne, tout en poursuivant la vie commune avec les parents.

2. Pourcentage de 25-29 ans vivant chez leurs parents



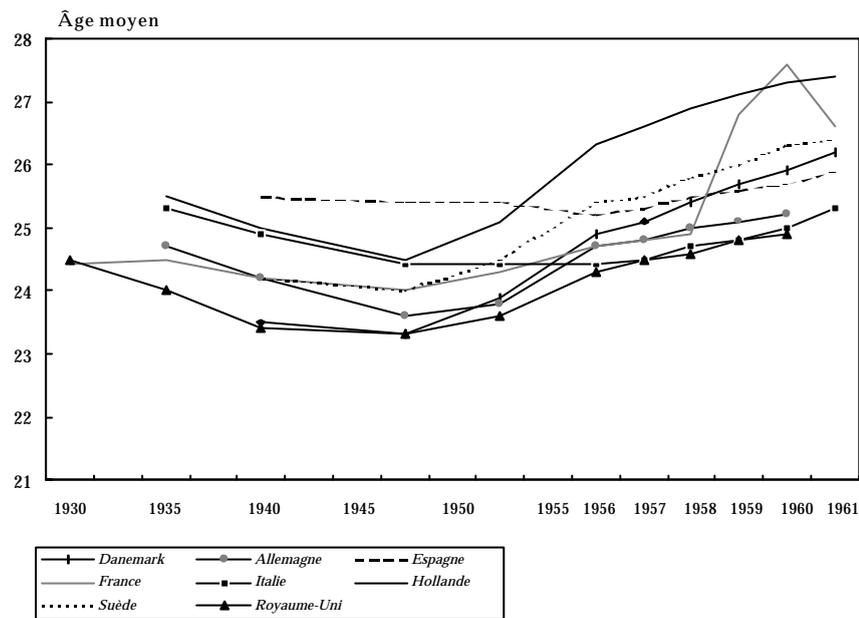
Source : Eurostat, statistiques démographiques.

Dans les pays du Nord de l'Europe, les jeunes quittent plus tôt leurs parents², tout en étant aussi (ou plus) tardifs que les Méditerranéens à former une famille. Ainsi, les jeunes de ces pays vivent-ils une période « entre-deux familles » (entre leur famille d'origine qu'ils viennent de quitter et celle qu'ils formeront eux-mêmes) qui n'a pas cours dans les pays d'Europe du Sud³. Cette période intermédiaire paraît tout à fait caractéristique de la redéfinition actuelle de cette phase de jeunesse. Le cas français montre qu'il ne faut pas l'interpréter comme le résultat d'une seule contrainte liée au retard des étapes scolaires et professionnelles. D'ailleurs, les âges de franchissement des étapes familiales d'accès au statut adulte (formation d'un couple, naissance du premier enfant) sont maintenant nettement postérieures à l'âge de la stabilisation professionnelle.

2. Les données d'Eurostat sont malheureusement manquantes pour le départ de chez les parents en Suède et au Danemark. Mais d'autres données montrent que ce départ est relativement précoce : en 1990, la moitié des Suédoises avaient quitté leurs parents à 20 ans et leurs homologues masculins l'avaient fait à 21 ans (Étude sur la politique nationale de la jeunesse, Suède, rapport national, Direction nationale de la jeunesse, 1999).

3. L'Angleterre forme un cas un peu particulier car la première naissance y demeure nettement plus précoce qu'en France, qu'aux Pays-Bas ou que dans les pays d'Europe du Nord.

3. Âge moyen des femmes à la naissance du premier enfant

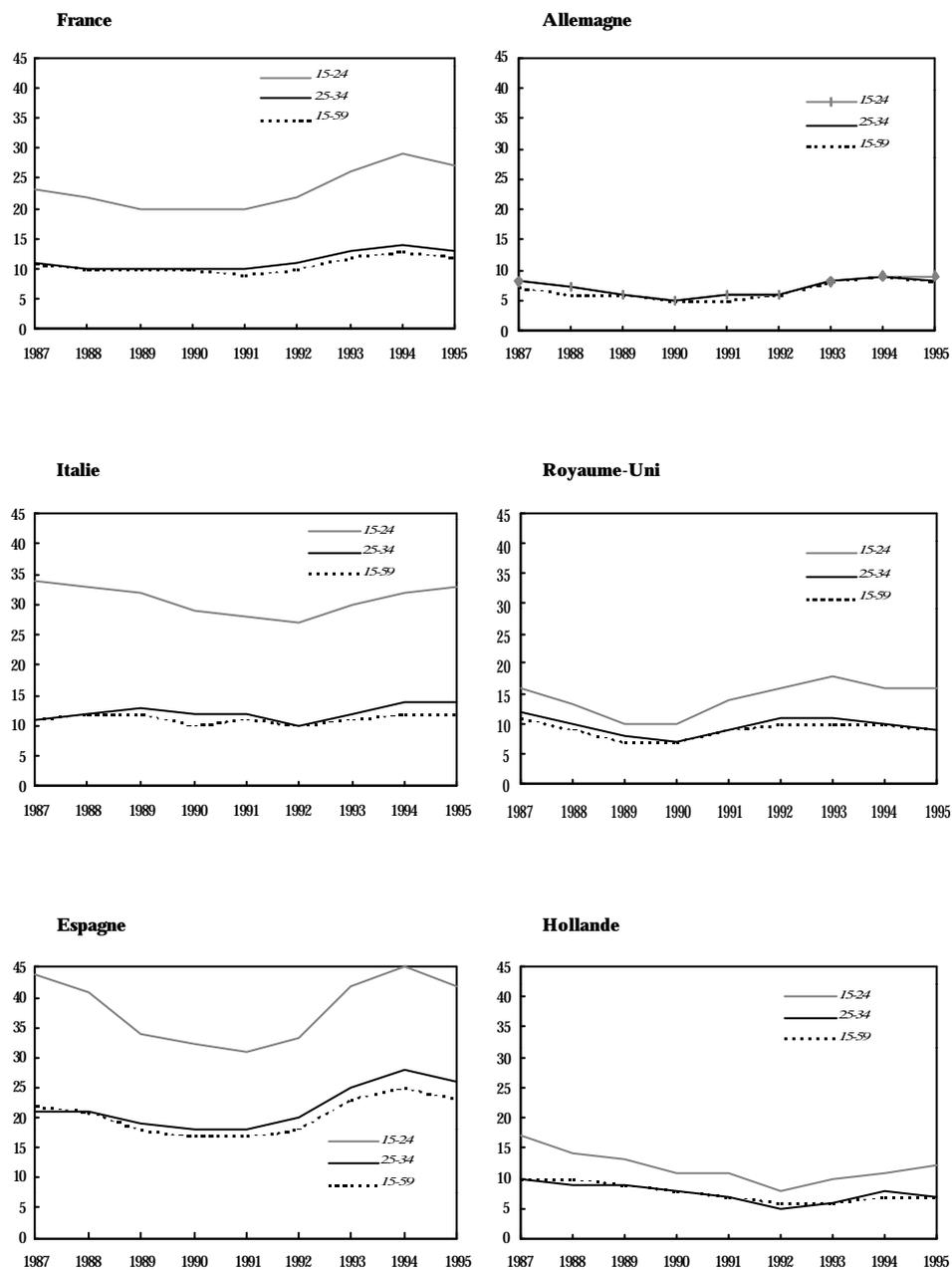


Source : Eurostat, statistiques démographiques.

Il semble que se mette en place un nouveau modèle d'accès au statut adulte, marqué par la progressivité dans les transitions. Le détachement à l'égard de la famille d'origine, notamment, n'est plus brutal, discontinu, mais graduel et parfois réversible. De ce point de vue, le mode de vie étudiant qui prévaut dans les grandes capitales régionales françaises est tout à fait caractéristique; tout en bénéficiant d'un logement différent de celui de leurs parents (mais souvent payé par ces derniers), les étudiants restent attachés à leur famille par de multiples liens qui se manifestent notamment par des retours périodiques toutes les fins de semaine.

Les différences démographiques entre les modalités de la transition familiale des pays du Sud et du Nord de l'Europe ont donc peut-être moins d'importance sociologique qu'il n'y paraît au premier abord. Les jeunes méditerranéens sont plus libres que ne le laisserait supposer leur maintien dans un statut de dépendance résidentielle, les jeunes européens du Nord qui ont quitté leurs parents ne s'émancipent que très progressivement de la dépendance familiale. Et ce trait commun, l'accès progressif au statut adulte, est probablement plus important que les différences entre les modalités de ce processus qui tiennent aux particularismes culturels de chaque pays.

4. Évolution du taux de chômage des jeunes et de l'ensemble de la population dans quelques pays de l'Union européenne



Source : Eurostat, enquêtes sur les Forces de travail.

Le modèle allemand d'apprentissage est en crise

Walter R. Heinz*

Université de Brême

En Allemagne, l'enseignement et la formation sont aussi institutionnalisés que stratifiés; près de 80 % des jeunes y obtiennent soit un certificat de formation professionnelle, soit un diplôme universitaire. Aux États-Unis, au contraire, un tiers des élèves quittent l'école sans formation au sens strict, et presque la moitié n'auront obtenu ni certificat, ni diplôme universitaire. La grande majorité de ceux qui sortent du système scolaire allemand obtiennent un certificat d'aptitude professionnelle après une période de formation et d'enseignement de trois ans. Cette période comporte une alternance de stages de formation en entreprise et d'enseignements professionnels dispensés dans l'école, et c'est cette combinaison qui facilite grandement l'accès à l'emploi dans l'entreprise formatrice. Ce système *dual* a été instauré par la loi sur la formation professionnelle qui définit la participation de l'État, des employeurs et des syndicats — des partenaires sociaux —, et confie à une Agence fédérale (BIBB) la responsabilité de développer, de réformer et d'évaluer les décrets relatifs à la formation pour, à ce jour, 360 activités artisanales, techniques, commerciales ou de service.

Trois seuils, trois tournants structurent la voie qui conduit de l'enseignement à l'emploi en Allemagne. Cette transition en trois étapes commence avec l'orientation des élèves, à partir de la 4^e ou de la 6^e année, vers des écoles secondaires de différents niveaux : inférieur, intermédiaire ou supérieur (respectivement Hauptschule, Realschule, Gymnasium). Une fois achevées les 9, 10 ou 13 années de scolarité, c'est l'intégration dans le système d'apprentissage *dual*, l'inscription dans un collège polytechnique (Fachhochschule) ou l'entrée à l'université, qui constitue le tournant suivant. Le dernier seuil concerne l'entrée dans le monde du travail, une fois acquis le certificat d'aptitudes professionnelles ou le diplôme universitaire.

Il est manifeste que ce mode d'organisation reproduit l'inégalité sociale, laquelle est reflétée par la décision d'orientation précoce : cette décision prédétermine à un haut degré l'issue du second et du troisième tournant. Ainsi, le système scolaire à trois degrés ne donne pas les mêmes chances à tous dans l'accès au monde du travail. Cependant, et le fait

* Texte traduit par Nathan Stern.

est souvent négligé dans les recherches comparatives, les seize États fédéraux qui composent l'Allemagne diffèrent dans leur approche de la sélection et de l'orientation. La majorité d'entre eux remet entre les mains des parents la décision finale, sur la base des recommandations des professeurs; les autres États imposent des normes de niveau scolaire.

Cette différence institutionnalisée conduit à des variations régionales dans la distribution des types de transition, lors du second seuil. Par exemple, au milieu des années 1990, 34 % de ceux qui quittaient l'école élémentaire à Hambourg entraient dans une école secondaire de haut niveau, contre 19 % en Bavière, alors même qu'à Munich, capitale de la Bavière, leur taux était comparable à celui de Hambourg. Ces données reflètent le contraste entre ville et campagne, et la préférence de la Bavière pour une approche plus conservatrice et plus élitiste de l'éducation. Selon les enquêtes réalisées, il y a une contradiction entre les attentes parentales et l'issue des sélections réalisées lors du premier tournant : la moitié des parents voudrait que leurs enfants continuent leur scolarité à l'école de niveau supérieur afin de satisfaire aux conditions requises pour entrer à l'université, mais un tiers seulement des enfants parvient à suivre cette voie. Cela tend à créer de sérieuses tensions dans les relations parents-enfants autour de ce premier tournant.

La distribution des types de transition dans le système scolaire montre bien que pour obtenir un certificat d'aptitudes professionnelles ou un diplôme universitaire, il est nécessaire de faire une demande d'apprentissage ou de s'inscrire dans un établissement d'enseignement *post-secondaire*.

Un regard sur les nouveaux contrats de formation à la fin des années 1990 fait apparaître qu'un tiers des apprentis sont issus des écoles secondaires de niveau inférieur (Hauptschule) et entament des carrières d'artisans et d'ouvriers; que plus de deux-cinquièmes des apprentis sont issus d'écoles secondaires de niveau intermédiaire (Realschule), et que la plupart d'entre eux sont formés pour les métiers du commerce et de la technologie; qu'enfin, les autres sortent des écoles secondaires de niveau supérieur (Gymnasium) qui préparent à l'université. Ceux-ci entament des carrières dans les affaires, le commerce et les services publics. Cette répartition atteste qu'il existe une relation très stratifiée entre le niveau d'instruction et opportunités de formation.

L'alliance de l'expérience du travail et de la formation théorique

Puisque la majorité des jeunes allemands qui quittent le système scolaire suivent le parcours d'enseignement et de formation professionnelle, je focaliserai mon attention sur cette transition école / travail.

Il y a différentes manières de combiner expérience du travail et enseignement théorique dans l'organisation de la transition école / travail. La formation générale et professionnelle peut être, comme en France, assurée par l'école, ou être assurée, comme c'est le cas aux États-Unis ou au Canada, par les écoles pour la formation générale, et par les entreprises pour la formation professionnelle. Le propre du « système *dual* » des sociétés de langue allemande est de faire se succéder, sur une période d'au moins trois ans, expériences de travail en entreprise et enseignements théoriques. Ce modèle repose sur l'intégration de deux sites d'apprentissage : d'un côté l'usine, l'atelier, le bureau ou le magasin, et de l'autre, l'établissement d'enseignement. Dans ce mode d'organisation, où l'employeur joue un rôle dans la transition, l'enseignement et l'expérience du travail sont fournis par les entreprises comme par les écoles. Ce système fonctionne grâce à des règlements fédéraux fondés sur des décisions prises en commun par les partenaires sociaux. Ceci permet d'assurer l'articulation effective du système *dual* et de la politique de l'emploi.

En Allemagne, le système *dual*, comme le système éducatif de niveau supérieur, est considéré comme un bien collectif, dont les jeunes gens, les affaires et la société peuvent bénéficier. Les offres de formation en apprentissage devenant plus rares, l'État fédéral intervient en combinant appels au public et subventions incitatives aux employeurs, ou en proposant des programmes de formation aux jeunes gens qui n'ont pas réussi à obtenir une place de formation en entreprise.

Le système d'alternance est l'héritier des guildes médiévales. Il a été transformé au cours de la période d'industrialisation, institutionnalisé par l'État et modernisé après la seconde guerre mondiale. Cette tradition était solidaire de l'État-Providence allemand et de sa politique corporatiste en matière de main-d'œuvre, une politique qui n'était pas seulement destinée à servir l'économie, mais aussi à améliorer la socialisation professionnelle et l'intégration sociale des jeunes gens.

La loi sur l'enseignement professionnel de 1969 régit l'organisation et le déroulement de la formation et de l'apprentissage professionnels dans 360 domaines à ce jour. En principe – un principe qui n'est pas toujours respecté –, la formation en entreprise est assurée de façon continue jusqu'à l'obtention des certificats d'apprenti, d'ouvrier qualifié ou d'employé qualifié.

Les décrets de formation, qui définissent les exigences en matière d'apprentissage pratique et théorique dans l'entreprise et dans l'école professionnelle, décrivent le cœur de la connaissance professionnelle et les profils de compétence; ils définissent les perspectives de carrière et ils préparent la collaboration avec les professions voisines. Et surtout, ils permettent de lier le niveau primaire ou la formation professionnelle de base d'une part, et, d'autre part, le niveau secondaire ou la suite de la formation professionnelle. Par exemple, pour devenir un maître à son

compte après au moins cinq années de travail comme apprenti, un enseignement de trois ans doit être suivi, qui peut être subventionné par le gouvernement. Ainsi, le système *dual* structure les carrières en fournissant aussi bien un enseignement certifié et intégré au travail que des liens avec le marché du travail. Cependant, le système *dual* éloigne les diplômés issus d'écoles de niveau inférieur et moyen du système éducatif *post*-secondaire et du marché du travail correspondant. Il faut une extraordinaire motivation pour améliorer son niveau d'instruction par le biais de cours du soir ou de programmes spécifiques pour les plus doués.

Pour les employeurs, une formation standardisée à des métiers spécifiques présente l'avantage que les profils de compétence des candidats correspondent bien aux postes de travail. Les entreprises ouvertes aux apprentis contribuent au développement de la main-d'œuvre de toute l'industrie, et, même si elles ne peuvent employer les jeunes travailleurs qualifiés qu'elles ont formés, ces travailleurs ont de bonnes chances d'être embauchés dans d'autres entreprises. De fait, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, dont le commerce et l'industrie se plaignent, sont de leur responsabilité ; ces pénuries résultent de ce que les entreprises n'ont, par le passé, pas offert suffisamment de places de formation aux jeunes en fin de scolarité.

Jusqu'à maintenant, le système *dual* a bien prouvé son utilité pour les entreprises comme pour les jeunes gens ; il fournit une réserve constante de travailleurs bien formés, définit les orientations professionnelles et maintient à un bas niveau le chômage des jeunes. En outre, il définit, dans un cadre légal, des normes communes en matière d'exigences pour les entreprises formatrices comme pour les apprentis. L'instauration de ces normes passe par la détermination des droits et devoirs des entreprises, des écoles professionnelles et des stagiaires, sous la forme de contrats d'apprentissage et de formation professionnels.

L'Allemagne a un mode d'organisation des transitions qui fonctionne bien dans un contexte où la main-d'œuvre est qualifiée, et qui entraîne une standardisation des profils de compétence professionnelle. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis s'appuient sur un autre modèle organisationnel qui consiste principalement en un apprentissage sur le tas du travail qui correspond aux exigences de l'entreprise en matière de compétence.

Remise en question du système *dual*

Comme les spécialistes du marché du travail l'ont observé, l'Allemagne a réussi à maintenir de hauts niveaux de compétence et des salaires élevés, en instaurant un partenariat social entre les entreprises, les syndicats et le gouvernement, fondé sur le système *dual* et sur une économie d'après-guerre gérée dans un cadre politique corporatiste.

C'est sur les institutions corporatives que repose la solution allemande, qui assure la transition école-travail en défendant une main-d'œuvre qualifiée. Ces institutions corporatistes lient les entreprises, les écoles de formation et les syndicats de travailleurs, tous partenaires qui ont à coopérer dans un cadre défini légalement.

Depuis un certain temps, plusieurs éléments du dispositif d'apprentissage ont été mis en cause, parmi les spécialistes de l'éducation.

En premier lieu, la formation est trop spécifique, trop liée à l'emploi. De plus, l'étendue des savoirs et des savoir-faire qui peuvent être acquis par l'apprenti, dépend de la taille de l'entreprise et de sa manière de former. Dans les petites et les moyennes entreprises, l'apprenti est d'une certaine manière employé comme le serait un travailleur débutant. Dans les grandes compagnies, il alterne travail sur le site et atelier de formation, tout en étant supervisé par un maître de formation.

En second lieu, le système *dual* s'adapte trop lentement aux changements technologiques et aux changements dans l'organisation du travail. En effet, il fait partie intégrante du système allemand des relations industrielles et il est supervisé par une administration centralisée qui détient seule le pouvoir de réviser les normes de formation. Or les changements deviennent plus fréquents : déplacement des métiers vers les secteurs de l'information, de la communication et des services.

En troisième lieu, le système *dual* crée non seulement un fossé entre apprentis et étudiants liés à l'université, mais en outre, il en vient à être, en lui-même, stratifié, parce qu'il reflète les dynamiques sociales de segmentation du marché du travail, relayant une discrimination à l'égard des femmes, des jeunes issus de classes populaires, et des enfants de travailleurs immigrés.

En quatrième lieu, dans un marché du travail aujourd'hui volatil, pouvoir justifier d'une simple formation professionnelle ne garantit plus un emploi à vie, et n'a plus qu'une valeur de ticket d'entrée pour suivre les changements et pour continuer de se former.

De fait, la voie de l'apprentissage ne pouvait empêcher le niveau de chômage de croître dans les années 1990, jusqu'à atteindre des proportions insupportables en Allemagne de l'Est — taux de chômage de 17,6 % en septembre 1999, à comparer à celui de l'Allemagne de l'Ouest de 8,5 %. Mais les employeurs répondent au défi de la mondialisation en privilégiant les gains à court terme et la réduction des coûts; et ils sollicitent une dérégulation du marché du travail, c'est-à-dire plus de flexibilité dans la formation, dans le recrutement et dans le licenciement.

Ces tendances se sont renforcées au cours des dernières années. Or non seulement elles sapent les bases et la continuité de ce système *dual* qui est un bien public et collectif, mais en outre, elles entraînent des effets pervers.

Bien que la grande majorité (les deux tiers) de ceux qui sortent du système scolaire allemand choisisse encore d'entrer en apprentissage, beaucoup d'entre eux font moins confiance que leurs aînés à ce dispositif de transition vers la vie professionnelle. Et ils sont de plus en plus nombreux à tenter d'obtenir un diplôme en bonne et due forme, ou à tenter de revaloriser celui qu'ils ont obtenu, afin d'entrer dans des établissements d'enseignement d'après le secondaire. Selon des enquêtes récentes conduites par l'agence fédérale de l'apprentissage et de la formation professionnelle, 63 % de ceux qui ont quitté l'école en 1998 manifestent un fort intérêt pour l'apprentissage, ainsi que 25 % des étudiants qui ont les titres requis pour entrer à l'université. Dans le même temps, les préférences professionnelles des jeunes employés correspondent de moins en moins aux besoins en travailleurs formés aux technologies de l'information et à la gestion des affaires à un niveau intermédiaire.

Les effets de ces évolutions consistent en un recul de l'âge moyen lors de la première embauche et lors de la formation d'un foyer, particulièrement pour les mieux formés de ceux qui ont quitté l'école en 1990. Le déclin de la formation et des opportunités d'embauche qui en découlent a eu un fort impact sur l'âge auquel les jeunes quittent le foyer parental, sortent du système éducatif, entament une carrière, fondent une famille, et, pour les femmes seulement, sur l'âge auquel elles sortent du marché du travail ou y retournent. Alors que le cadre de transition continue d'être défini par des normes culturelles et par des marqueurs d'âge institutionnalisés, les changements dans les opportunités d'embauche imposent aux jeunes gens de façonner leurs propres transitions dans le cours de leur vie, en sélectionnant les voies disponibles, en choisissant parmi les *cursus* conventionnels ou en alternant cours, travail à temps partiel, assistance de l'État et tâches domestiques. Ces choix sont bien plus difficiles pour les jeunes femmes, qui doivent faire face simultanément à des offres de travail rémunéré et non rémunéré.

Les transitions négociées

Les normes régissant le rythme et la durée de l'instruction, du travail et de la formation de la famille se sont assouplies. Les principales causes de cette évolution sont, d'une part, la modernisation culturelle, l'essor de l'individualisme et l'élévation du niveau d'instruction moyen, et d'autre part, la probabilité réduite de connaître une transition école-travail sans heurts, ainsi que l'incertitude croissante quant aux débouchés de carrière. Aujourd'hui, il est difficile de prédire le parcours professionnel que de jeunes adultes peuvent se souhaiter sur la seule base de leur origine sociale, de leur niveau d'éducation et de leurs titres scolaires. En effet, le rythme, la durée et l'ordre des transitions vers un emploi

permanent et à plein temps comme vers la formation d'une famille s'individualisent davantage. Les conditions du marché du travail et les changements dans la politique sociale de l'État-Providence allemand ont néanmoins, eux aussi, une incidence sur les opportunités et les projets de vie des jeunes.

Trois éléments d'une étude longitudinale récente méritent d'être évoqués ici. L'étude porte sur de jeunes ouvriers et employés qualifiés², suivis à partir de l'obtention de leur diplôme d'apprentissage et de formation professionnels.

Primo, bien qu'ils se soient vu offrir des contrats d'embauche par l'entreprise formatrice, plus de la moitié de ceux qui ont répondu aux questions occupaient, après cinq ans, un emploi ne correspondant plus à leur formation initiale. Certains étaient retournés dans le système scolaire pour améliorer leur niveau, d'autres avaient trouvé un métier similaire (par exemple, de la banque à la comptabilité), et beaucoup de femmes avaient interrompu leur emploi à plein temps pour se consacrer aux tâches domestiques (et tirer parti de la loi sur les congés parentaux). Cependant, le chômage de longue durée était étonnamment bas.

Secundo, d'impressionnantes variations apparaissent en fonction des emplois occupés et des étapes suivies, dans la manière dont les carrières sont structurées. Les employés de banque, par exemple, ont connu une plus grande continuité en matière d'emploi que les mécaniciens en automobile. Et un plus grand nombre d'hommes que de femmes ont intégré une école *post*-secondaire après plusieurs années de travail en tant qu'employés de banque.

Tertio, à l'intérieur de chaque profession, différentes manières de construire sa carrière ont été mises en évidence par le bureau des jeunes travailleurs. Certains ont compté sur la firme pour assurer la continuité de leur emploi et / ou leur promotion, d'autres ont décidé d'accroître leurs chances en quittant le monde du travail pour retourner à l'école, et une minorité a préféré poursuivre des buts personnels en alternant emplois et formations. Ces résultats suggèrent qu'institutions d'enseignement et de formation et monde du travail doivent être appréhendés comme des contextes d'actions dans lesquels les individus négocient les transitions de leur trajectoire.

En Allemagne, les sciences sociales connaissent un débat nourri sur la question de savoir si la tendance à l'individualisation des décisions n'accroît pas à un point tel la variabilité des trajectoires de vie que la classe sociale et le sexe en viennent à perdre leur impact sur la distribution des opportunités. Nos résultats indiquent la persistance d'une forte influence du niveau d'éducation et de la structure professionnelle

2. 2000 individus ayant acquis leur diplôme en 1989 et 989 individus l'ayant acquis en 1990.

sur l'issue de la transition. Et ce, même si cette issue n'est pas directement déterminée par ces dimensions structurelles. Les jeunes adultes tirent ainsi parti à leur manière des savoirs et des savoir-faire professionnels, en altérant le modèle de la « transition normale ».

Les changements survenus au cours du deuxième et du troisième moment-clé de la transition vers le monde du travail sont reflétés par le déplacement des marqueurs de l'âge pour l'apprentissage, l'obtention de diplômes de niveau supérieur et le mariage. L'âge moyen des apprentis est passé de 16,6 ans en 1970 à 19 ans en 1990, et l'âge moyen d'obtention du diplôme universitaire à 27 ans; l'âge au premier mariage, pour les hommes, est passé de 26,6 ans en 1985 à 29,7 ans en 1995, et pour les femmes, de 24,1 à 27,3 ans.

Une inégalité persistante dans la transition

Au cours de la dernière décennie, obtenir un poste d'apprenti ou une proposition d'embauche au terme de la période d'apprentissage est devenu plus difficile, alors que cette proposition était à peu près garantie aux apprentis des décennies précédentes.

Si l'on en croit l'enquête fédérale annuelle sur l'apprentissage et la formation professionnelle, seuls 45 % des jeunes travailleurs qualifiés se sont vu offrir en 1999 une proposition d'embauche de leur entreprise formatrice, alors que la proportion était de 60 % en 1995. Il n'est pas étonnant que la probabilité d'obtenir un emploi à part entière dans l'entreprise formatrice croisse avec la taille de celle-ci : de 46 % dans les petites entreprises (qui d'ordinaire ne forment d'apprentis que sur demande) à 64 % dans les grandes compagnies comme Daimler-Chrysler ou Siemens. Franchir le troisième seuil est devenu encore bien plus difficile et éprouvant en Allemagne de l'Est, où 40 % des jeunes travailleurs qualifiés n'ont pas trouvé d'emploi du tout en 1997. La raison principale de cet échec et de ce grave problème social est que les programmes que le gouvernement a subventionnés, pour pallier la faible croissance économique et le manque de postes d'apprentissage en Allemagne de l'Est, fournissent une formation professionnelle hors des entreprises.

Des processus d'exclusion sociale qui sont liés à l'échec de l'entrée dans le système *dual* interviennent aussi. Malgré la haute considération dont jouit le système *dual* comme moyen d'accéder à l'emploi, le ministre fédéral de l'Éducation et des Sciences estime que près de 1,3 million de jeunes gens âgés de 20 à 29 ans (11,6 %) entrent sur le marché du travail sans avoir achevé leur apprentissage ni obtenu de diplôme professionnel (BMBW 1999). Ces jeunes gens ont échoué selon les critères professionnels allemands, mais on ne compte pas seulement parmi eux des personnes aux résultats faibles ou des personnes socialement défavorisées. Une part substantielle d'entre eux ont rompu leur contrat de

formation prématurément : un apprenti sur cinq interrompt sa formation au cours de la première année, avec des variations en fonction de l'emploi exercé (artisanat / services publics) et de la taille de l'entreprise. Bien que certains contrats soient rompus par l'entreprise elle-même, la principale raison qui conduit les apprentis à rompre leur contrat est leur déception vis-à-vis de la qualité de la formation, des relations humaines, et vis-à-vis des chances d'obtenir ultérieurement un contrat de travail.

L'inégalité en fonction du sexe est un autre aspect du système *dual*. Il y a moins de jeunes femmes que de jeunes hommes qui parviennent à intégrer des formations en entreprise, et ce, avec un choix d'emplois plus limité. Les jeunes femmes sont plus fréquemment formées aux métiers du social, de l'enfance et de la famille, et acquièrent leurs compétences dans des écoles et des collèges professionnels, ce qui rend plus difficile de trouver un emploi.

L'inégalité est aussi manifeste dans l'échelle de salaire des apprentis. Le salaire mensuel moyen s'élevait en 1998 à 1 024 DM (520 euros) ; mais le salaire des hommes apprentis, dans le secteur de la maçonnerie ou de l'échafaudage par exemple, atteignait presque 2 000 DM, alors que le salaire des femmes apprenties, dans le secteur de la coiffure ou de la vente de détail par exemple, ne dépassait guère 700 DM par mois.

L'enjeu qu'est l'inégalité sociale concerne aussi les jeunes étrangers. Aux niveaux intermédiaire et supérieur du système scolaire allemand, les enfants des travailleurs immigrés sont sous-représentés. Seuls 15 % d'entre eux obtiennent les diplômes requis pour entrer à l'université, et 17 % sont dépourvus de tout certificat de fin d'études. Alors que presque deux tiers des jeunes allemands suivent la voie de l'apprentissage et de la formation professionnels, 37 % seulement des jeunes dont les parents sont nés à l'étranger (essentiellement des Turcs) sont entrés dans le système *dual*. Et parmi ceux-là, la plupart se forment dans la mécanique automobile, dans la vente ou dans la coiffure, et ils sont sous-représentés dans les emplois de bureau et dans les métiers techniques.

(...)

Une alliance stratégique unit les travailleurs qualifiés et les entreprises : la formation et l'emploi se renforcent mutuellement ; comme se renforcent mutuellement l'investissement à long terme dans les ressources humaines et l'identité de l'entreprise. Mais cette alliance est menacée lorsque les profits diminuent.

Selon une récente enquête conduite par l'Agence fédérale de l'emploi, les employeurs embauchent près de 70 % des travailleurs qualifiés qui ont été formés chez eux lorsque les affaires vont bien, mais seulement 55 % lorsqu'elles vont mal. Il reste que la détention d'un certificat d'apprentissage et de formation professionnels réduit le risque de chômage (de long terme), en établissant un pont vers un poste de travail.

Pourquoi les jeunes italiens restent-ils si tard chez leurs parents ?

Alessandro Cavalli*

Université de Pavie

En Italie, la plupart des jeunes gens continuent de ne quitter le foyer parental que lorsqu'ils se marient. La cohabitation avec un partenaire avant le mariage (ou en dehors du mariage) est plus fréquente et plus courante que par le passé; elle est cependant plutôt limitée aux segments des classes supérieures qui vivent dans les grandes agglomérations. Dans les pays d'Europe du Nord, l'établissement d'un nouveau ménage n'implique pas toujours le mariage, et, en réalité, il s'est produit un accroissement spectaculaire du taux de naissances hors mariage. Dans l'Europe du Sud, néanmoins, les jeunes gens se marient simplement plus tard, et tâchent avec succès d'éviter les grossesses. En outre, le coût élevé des logements interdit aux jeunes couples de s'établir dans leur propre foyer avant de bénéficier d'une source de revenu régulière et suffisante. La cohabitation avec les parents, cependant, ne peut être expliquée uniquement par la condition économique des jeunes chômeurs et par le coût du logement. Dans la région de Veneto, au Nord-Est de l'Italie (la région qui connaît le plus faible taux de chômage des jeunes de tout le pays), plus de 60 % des jeunes de 25 à 35 ans qui travaillent vivent encore chez leurs parents.

Les explications « structurelles » sont donc clairement insuffisantes. L'influence de facteurs culturels est déterminante. La valeur accordée à la jeunesse en tant qu'« âge d'or » de la vie, l'image de la jeunesse comme période de liberté sans responsabilité, l'idée que devenir adulte signifie « se ranger », tout cela rend l'entrée dans l'âge adulte moins attrayante pour les jeunes gens. L'affaiblissement de l'autorité parentale crée des conditions favorables au séjour prolongé des garçons chez leurs parents, et dans une moindre mesure, des filles. Des négociations ont lieu entre les parents et les enfants sur les sorties le soir, l'argent de poche, etc. Dans la plupart des cas, les parents renoncent très tôt à l'idée d'imposer trop de restrictions aux comportements des fils (mais ils résistent davantage avec leurs filles). Dans cette structure familiale nouvelle, les jeunes adultes vivent sur un pied d'égalité avec leurs parents. Ce modèle est l'effet d'une sorte de complicité fondée sur une relation de dépendance affective mutuelle entre les parents d'une part, les garçons et les filles de l'autre.

* Texte traduit par Nathan Stern.

Il ne faut pas oublier que la génération des jeunes gens d'aujourd'hui a un niveau d'instruction supérieur à celui de la génération de leur parents et qu'ils entrent dans la négociation avec un avantage comparatif vis-à-vis de leurs parents. Ils obtiennent de ce fait une plus grande marge de liberté et peuvent renverser l'asymétrie traditionnelle dans la distribution du pouvoir entre les générations. C'est particulièrement vrai pour les familles de la classe moyenne. Et cela engendre un effet apparemment paradoxal : plus les jeunes gens ont d'autonomie au sein de leur famille, plus ils deviennent dépendants de leur famille. La démocratisation des rapports parents-enfants a eu pour effet de réduire le conflit entre les générations, ce qui a limité le besoin de trouver sa propre autonomie en quittant le foyer. L'attachement à la famille a été considéré comme un aspect traditionnel des cultures méditerranéennes en général, et de la culture italienne en particulier.

Cependant, il serait erroné d'interpréter l'inclination des jeunes italiens à vivre avec leurs parents jusqu'au mariage comme une simple signe d'attachement à la famille et à la tradition. La modernisation a considérablement changé la structure de la famille, et limité les conflits d'autorité liés au sexe et à l'âge. La famille conserve sa fonction de soutien aux jeunes gens. Ainsi, lorsque l'on demande à de jeunes italiens et à de jeunes allemands vers qui ils se tournent s'ils ont besoin d'argent, une majorité des premiers répondent qu'ils demanderaient d'abord à leurs parents, les seconds, qu'ils iraient d'abord à la banque. Grâce à l'amélioration des conditions de logement des familles de la classe moyenne, la plupart des jeunes gens disposent d'un espace qui leur est propre, leur chambre, meublée selon leurs goûts, et dans laquelle ils peuvent profiter de la possibilité d'inviter des amis des deux sexes, sans permission préalable ni contrôle des parents. Mais les jeunes gens qui travaillent préfèrent aussi une condition de « dépendance ». La plupart des jeunes qui ont un travail et qui vivent avec leurs parents conservent la plus grande partie de leur revenu pour leur consommation personnelle. Leur pouvoir d'achat est donc relativement très élevé puisqu'un bon nombre de services leur sont offerts, et qu'ils contribuent de moins en moins au budget de la famille. Ils ne paient ni pour le loyer, ni pour la nourriture, ni le téléphone, etc. et parfois, ils profitent de la voiture familiale.

Pour ces jeunes gens, s'établir dans un ménage indépendant entraîne une baisse considérable de niveau de vie. Paradoxalement, les très jeunes, ceux qui ont fait de longues études, ceux qui vivent dans le Sud ou dans de grandes familles (plus de trois membres), de même que les jeunes femmes, se montrent plus attachés à leur autonomie que les autres. Tous, cependant, évaluent avec soin les coûts et les bénéfices du choix de l'indépendance.

La vie d'adulte, telle qu'elle est décrite par les parents, n'est guère attrayante. Tôt ou tard, il sera certes nécessaire de faire le grand pas

vers l'état d'adulte. Mais pourquoi faudrait-il hâter ce qui peut être différé? Le message implicite de bien des parents à leurs enfants est : « Profite de ta jeunesse aussi longtemps que tu le peux. Qui sait ce que l'avenir te réserve ? ».

Le modèle que je viens de décrire est typique de la classe moyenne aisée ; or cette fraction de la jeunesse en vient à représenter la culture « dominante » parmi les jeunes. Le style de vie et les modes de consommation des jeunes de la classe moyenne sont devenus le modèle que les autres jeunes de cette génération doivent imiter et adopter, même si tout le monde ne peut pas se permettre le même niveau de dépense. Les étudiants des classes moyennes (économiquement dépendants de leurs parents) et les jeunes de la classe ouvrière (plus indépendants économiquement) se montrent, dans leur mode de consommation, bien plus proches qu'on aurait pu le penser. L'inégalité économique, mesurée par la somme d'argent qu'ils peuvent dépenser librement, est moins prononcée dans la population jeune que dans la population en général. La grande différence n'est pas dans la somme d'argent détenue, mais dans la manière dont cet argent est acquis : certains le gagnent par leur travail (la minorité), les autres (la majorité) l'obtiennent de leurs parents.

Les conséquences de la dépendance

Cette situation pourrait avoir, à long terme, des effets dysfonctionnels sur la société et sur les individus concernés. Je ne prends pas le terme « dysfonctionnel » dans le sens technique que lui prête le fonctionnalisme sociologique, mais dans une acception plus familière, celle qui met l'accent sur le fait qu'il est des situations qui produisent des « problèmes » pour une société, qui devrait, en principe, être fondée, entre autres vertus, sur le développement de l'initiative individuelle.

Je crois que la conséquence la plus importante de la dépendance prolongée concernera l'attitude à l'égard de son propre avenir. Les jeunes gens qui restent dépendants de leur famille pendant un long moment s'habituent à vivre de ressources pour l'obtention desquelles ils ne se sont pas battus ; ils ne font pas confiance à leur propre initiative. Dans les entretiens avec les jeunes hommes et les femmes, j'ai découvert une manière très particulière de réfléchir qui peut être résumée ainsi : « Je n'ai pas choisi de naître ; ma naissance est une conséquence de la décision que mes parents ont prise. Je n'ai pas demandé à venir dans ce monde ; alors, maintenant que je suis ici, ce sont eux qui sont responsables de me fournir tout ce dont j'ai besoin pour avoir une vie plaisante ». Je ne veux pas suggérer que cette manière de penser soit très répandue, mais quelque chose de semblable est probablement présent dans l'esprit de bien des jeunes. J'appellerais cette attitude la « culture de la revendication » : de même que les fils et les filles jugent

qu'ils ont des droits vis-à-vis de leurs parents, de même les citoyens jugent qu'ils ont des droits vis-à-vis de la société. La société est la *big mother* qui travaille au bien-être des citoyens. Je suggérerais ainsi qu'il y a une sorte de corrélation entre les attitudes à l'égard des parents, et les attitudes à l'égard de l'État-Providence. Une dépendance prolongée à l'égard des parents invite à présumer qu'il y aura toujours quelqu'un qui subviendra à nos besoins. Heureusement, beaucoup de jeunes ne pensent pas de cette manière, mais le modèle de « l'attente passive » lié à la culture de la revendication n'est cependant pas exceptionnel.

Pourquoi les jeunes anglais quittent-ils si tôt leurs parents ?

Hugh Cunningham *

Université du Kent, Canterbury

L'une des caractéristiques principales des pays anglo-saxons est le pourcentage exceptionnellement élevé de jeunes ne vivant ni chez leurs parents, ni seul ou en couple, mais avec des amis ou des camarades : environ 12 % des jeunes entre 18 et 24 ans vivent ainsi, tandis qu'en Europe continentale les proportions typiques sont plutôt de 2,5 % (Allemagne) et 1,1 % (France) (Smeeding et Ross). C'est une différence frappante, mais dont il ne faut pas exagérer la portée : elle concerne essentiellement les jeunes les plus diplômés (Bynner, Ferry et Shepherd, 1997) et s'explique aisément par la tradition britannique qui consiste à poursuivre ses études loin du domicile parental. La grande majorité des jeunes ne se conforme pas à ce modèle.

En outre, comparés à leurs camarades du continent, les jeunes britanniques, hommes et femmes, ont déjà plus souvent des enfants (Iacovou). Le faible pourcentage d'hommes et de femmes de 20-24 ans célibataires et n'ayant pas d'enfants, en Grande-Bretagne, ne peut être comparé qu'avec le Danemark, pays si souvent atypique au sein de l'Europe. En terme de transition, donc, les jeunes britanniques ne vivent généralement plus chez leurs parents et cohabitent avec des gens qui ne sont pas de la famille, et avec des enfants; et cela plus tôt que ce qui est habituel dans le reste de l'Europe.

(...) Un changement essentiel s'est produit dans le rapport de forces au sein de la cellule familiale. Pour s'en rendre compte, il faut revenir bien en deçà du demi-siècle. Sur les 250 dernières années j'ébaucherai quatre phases de la transition vers le monde adulte, en insistant sur l'âge de départ de chez les parents.

L'enquête de Richard Wall montre qu'au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, quand la société était encore largement agricole et proto-industrielle, d'énormes variations de l'âge de départ du domicile parental s'expliquaient par « des opportunités de travail à la maison par opposition avec le travail dans d'autres foyers en tant qu'agriculteur ou domestique » (Wall, 1978). L'âge normal de départ était, si l'on peut dire, de 14 ans. A cet âge, la plupart des jeunes avaient quitté leurs parents pour se mettre au service d'une famille, généralement comme

* Article traduit par Maxime Parodi.

domestiques pour les filles et comme agriculteurs pour les garçons. Ils effectuaient un service contractuel d'un an et pouvaient fort bien changer de maison ou de ferme à la fin de chaque année. Mais, hormis quelques visites exceptionnelles, en particulier pour les filles le jour de la fête des mères, ils ne revenaient jamais chez leurs parents. A ce que l'on sait, ils n'avaient pas non plus l'habitude d'envoyer une partie de leur salaire à leurs parents; toutes les économies qu'ils faisaient, surtout les filles, servaient à constituer leur trousseau en vue du mariage.

Pourquoi les enfants quittaient donc si tôt, à ce qu'il nous semble, la maison des parents? Tout simplement parce que, en dehors de quelques régions où il y avait de petites exploitations agricoles (Winstanley, 1996), il n'y avait pas de travail pour ceux qui restaient chez leurs parents, et même souvent pas de place pour eux dans ce domicile. L'âge du mariage diminua donc très fortement à la fin du XVIII^e siècle, accélérant la croissance démographique, mais l'écart entre le départ de chez les parents, le mariage et la création d'un foyer restait malgré tout très important, de l'ordre de dix ans.

La seconde période débuta avec l'industrialisation et dura jusqu'à la seconde guerre mondiale. Je m'en tiens ici à la majorité de la population, les ouvriers, qui constituaient alors 75 à 80 % de la population totale. La caractéristique de cette période par rapport à la précédente a été que les jeunes restaient vraisemblablement bien plus souvent chez leurs parents, et contribuaient à l'économie familiale avec leur salaire ou en aidant à s'occuper des enfants. Le départ à 14 ans de chez les parents est alors devenu une pratique de moins en moins fréquente. Au début du XIX^e siècle tout le monde s'accordait à dire qu'il y avait du travail pour les enfants dans les régions industrielles et qu'il n'y en avait pas dans les régions agricoles. En particulier, dans le Lancashire, les enfants étaient mis à contribution dès 9 ans dans l'industrie du coton (...).

L'essentiel est de remarquer que l'âge de départ de chez les parents a alors considérablement augmenté — mais reste cependant inférieur à celui d'aujourd'hui : tandis que plus de la moitié des hommes ont quitté le domicile parental à l'âge de 20 ans en 1851, environ deux tiers des hommes de 20-24 ans vivent toujours chez leurs parents en 1990.

Où vivaient ceux qui quittaient leurs parents sans pour autant se marier? Les filles vivaient le plus fréquemment dans la maison où elles étaient domestiques. Les garçons étaient généralement en pension, c'est-à-dire payaient pour le lit, le petit-déjeuner et le repas du soir chez quelqu'un, souvent une veuve. Nous disposons de peu de renseignements sur l'importance des locations. L'enquête de R. Wall sur les communautés urbaines en 1851 suggère qu'il y avait environ 0,5 pensionnaire par foyer tandis qu'Anderson, à partir d'un échantillon du recensement de 1851, ne trouve que 12 % de foyers accueillant des pensionnaires (Wall, 1987). On pourrait croire que, dans les rares foyers accueillant des pensionnaires, il y en avait justement un grand nombre; mais, en fait, seul un

cinquième des logeurs accueillait plus de cinq pensionnaires et 28 % des logeurs n'en accueillait qu'un seul. Nous ne savons tout simplement pas jusqu'à quel point le fait d'être en pension était typique ou non dans le cycle de vie des ouvriers, même si nous savons que cela était très commun chez les jeunes hommes d'origine irlandaise et que, ce faisant, nous en exagérons peut-être l'importance dans le reste de la population. Il y a cependant un consensus sur le fait que la pension en ville était beaucoup plus fréquente au XIX^e siècle qu'auparavant et qu'à la campagne. Il semble, en revanche, probable que la pension a perdu de son importance à partir de l'entre-deux guerres du fait, d'une part, de l'amélioration des transports et de la baisse du temps de travail (ce qui permet d'aller travailler plus loin) et, d'autre part, de la diminution de la mobilité de la population. En 1947, seuls 2,3 % de la population étaient en pension, ce qui semble suggérer que, si les circonstances le permettent, les jeunes gens préfèrent vivre chez leurs parents avant le mariage (...).

Au XIX^e et au début du XX^e siècle, les jeunes restaient donc chez leurs parents bien plus longtemps que dans les sociétés agricoles et apportaient une contribution cruciale au budget de la famille à un moment du cycle de vie où le salaire du chef de famille pouvait fort bien avoir diminué.

Les historiens sont en désaccord sur la nature de la relation à ce moment là. Anderson, dans son étude de Preston au milieu du XIX^e siècle, défend l'idée d'une relation fondamentalement instrumentale; c'est-à-dire que les deux générations, parents et enfants, trouvaient des avantages à ce système. Dès que les enfants contribuaient au budget de la famille, la vie de famille entrait dans sa phase la plus favorisée : quand les enfants atteignaient une dizaine d'années et commençaient à gagner de l'argent, la famille commençait à prospérer. Dans les familles ouvrières de la fin du XIX^e siècle, au moment où le chef de famille atteignait la cinquantaine, les enfants contribuaient au revenu familial pour un tiers ou la moitié (Haines). Pour les enfants aussi, surtout lorsqu'ils atteignaient une vingtaine d'années, les avantages étaient visibles : ils disposaient d'un revenu discrétionnaire et, en plus, d'une forme de sécurité sociale en restant dans la famille. D'autres historiens, s'appuyant sur les discours de l'époque et d'autres plus récents, ont insisté sur la dimension affective de la relation entre les générations. Les jeunes gens ne contestaient pas le fait que leurs premiers revenus aillent à leurs parents; au contraire ils étaient fiers d'être capables de contribuer de cette manière au bien-être de la famille. De forts liens attachaient les enfants à leur mère. Toute personne qui étudie les familles ouvrières de la première moitié du XX^e siècle ne peut douter que la mère régnait sur l'économie domestique, et pas simplement au niveau émotionnel (Roberts, 1984). D. H. Lawrence considérait ainsi que les fils étaient vraisemblablement d'une certaine manière amoureux de leur

mère. Une certaine dévotion à la famille était développée dès le plus jeune âge et pouvait conduire, par exemple, à ce que certains enfants de la classe ouvrière échouassent délibérément aux examens qui leur auraient permis d'accéder à l'école secondaire (ce qui aurait augmenté les dépenses de la famille).

Ce qui est frappant lorsqu'on lit de tels comptes rendus, c'est l'absence de conflits intergénérationnels. Le sens commun suggère qu'il y a évidemment eu des conflits, en particulier quand les enfants approchaient de leur majorité. Mais ce que les gens ont apparemment retenu de cette époque, c'est un sens de l'obligation et une soumission librement acceptée. On peut suggérer que, comme la plupart de ces connaissances s'appuient sur des entretiens menés dans les années 1970, le contraste entre la mémoire de leur jeunesse et le monde de 1970 était si aigu chez ces enquêtés qu'il a pu effacer toutes traces des anciens conflits.

Il semble probable que les traits caractéristiques de cette seconde phase ont atteint leur plus grande ampleur au début du XX^e siècle. On ne peut dire mieux que « probablement » car nous connaissons mal l'âge de départ de chez les parents à cette époque. Nous savons que l'âge du mariage a augmenté à la fin du XIX^e siècle pour atteindre un niveau élevé au début du XX^e, et qui ne diminue que marginalement dans l'entre-deux guerres. L'âge médian du mariage en Angleterre et au pays de Galles était à son maximum au début du XX^e siècle, à savoir 26,4 ans pour les hommes et 24,4 ans pour les femmes; l'âge médian est encore plus haut aujourd'hui, comme nous le verrons, mais à la différence de cette époque, beaucoup de jeunes vivent actuellement en unions libres avant de se marier, s'ils se marient. Non seulement l'âge de mariage était élevé à cette époque, mais aussi la proportion de personnes qui ne se mariaient pas (...). Il ne semble pas déraisonnable de conclure que le niveau d'activité sexuelle parmi les jeunes gens devait alors être exceptionnellement bas, et le sens du devoir à l'égard des parents exceptionnellement haut.

La troisième phase commence à peu près durant la seconde guerre mondiale et finit au milieu des années 1970. C'est le moment où la période de transition se resserre : l'âge du mariage baisse et la fréquence du mariage s'accroît. L'enquête menée par *Social Trends* en 1977, portant sur les jeunes de 15-25 ans, éclaire les grandes caractéristiques de cette période. En résumé, « jusqu'à ce qu'ils se marient, la grande majorité des jeunes gens vivent chez leurs parents ». Et ils se marient jeunes, et même exceptionnellement jeunes au regard de toutes les autres périodes. En 1971, l'âge médian du mariage était de 21 ans pour les filles et 22 ans pour les garçons. Typiquement, l'âge du premier mariage était en 1975 respectivement de 19 et de 22 ans. Les filles quittaient la maison plus tôt que les fils, pour la simple raison qu'elles se mariaient plus tôt. Tant qu'ils n'étaient pas mariés, les jeunes et moins jeunes vivaient vraisemblablement chez leurs parents. En 1971, un tiers des hommes de 24 ans

et un sixième des femmes du même âge étaient célibataires et vivaient avec leurs parents; à eux seuls ils représentaient trois quarts des célibataires. Évidemment, certains quittaient la maison familiale avant le mariage, mais rien de comparable avec les dix ans d'écart qui avaient été la norme au XVIII^e et quasiment tout le XIX^e siècle. En 1979, l'écart entre le moment du départ de chez les parents et le moment où l'on fonde un foyer était en moyenne d'à peine plus d'un an. Une enquête nationale en 1981 portant sur la génération née en 1958 montre que l'âge médian de départ de chez les parents était de 20 ans pour les femmes et 21,9 ans pour les hommes, dont 52 % des premières et 39 % des seconds qui partent pour se marier.

Le resserrement de la transition est dû, en partie, à l'élévation de l'âge de sortie des études : de 15 ans à l'aube de l'*Education Act* de 1944 à 16 ans en 1973. La plupart de ceux qui quittaient l'école entraient dans un marché du travail exceptionnellement attractif pour les jeunes. Entre 1952 et 1966, la part des jeunes âgés de 18-20 ans parmi les actifs passe de 6,1 % à 9 %, et leur salaire croît plus rapidement que celui des actifs plus âgés (Osgerby, 1998). Le marché regorgeait d'emplois, le logement était relativement bon marché et les études longues encore très élitistes (Jones, 1977). La plupart des jeunes gens, en raison de ces circonstances, quittaient l'école le plus tôt possible, se mariaient tôt et fondaient rapidement un foyer.

Durant cette période quelque chose d'autre s'est passé, difficilement mesurable mais de grande importance. Pour des raisons difficiles à démêler, après la guerre, les mères des classes populaires ont souhaité donner à leurs enfants une enfance plus heureuse que celle qu'elles avaient eue elles-mêmes. Peut-être cela a-t-il quelque chose à voir avec le désir de construire un monde meilleur après la seconde guerre mondiale, peut-être aussi avec le sentiment que les conditions économiques s'améliorent et que les opportunités s'accroissent. Les sociologues qui étudient la classe ouvrière de cette époque sont frappés par ce changement. En 1950, la mère, dès qu'il restait une part de viande, la donnait au gamin; dans son enfance, vingt ou trente ans plus tôt, c'est le père qui aurait eu le surplus, sans que l'on se pose même de question. A Nottingham, au début des années 1960, les mères d'origine ouvrière n'avaient aucun doute sur le fait qu'elles élevaient leurs enfants différemment de ce qu'elles avaient elles-mêmes connu. La discipline était moins sévère et les parents étaient plus enclins à donner suite aux demandes de leurs enfants. Les habitudes prises à ce moment se sont étendues à l'adolescence. Diana Leonard conclut ainsi « que les enfants exploitent leurs parents ». Ils continuent à vivre chez leurs parents, mais même les filles aident de moins en moins à laver le linge et la vaisselle, à cuisiner et à faire le ménage; et bien qu'ils contribuent un peu avec leur salaire au budget familial, cela ne compense que faiblement le coût réel de ces services (Leonard, 1980). Le rôle de la mère est vu comme

devant subvenir aux besoins du reste de la famille et, du fait de l'accroissement de la prospérité qui signifiait qu'il était bien moins important de compter le moindre sou, le pouvoir des mères sur le budget familial perdit en importance. D'après Elizabeth Roberts, durant la période allant de 1940 à 1970, les mères de la classe ouvrière virent leur statut se dégrader au profit des enfants et des maris (Roberts, 1995). Parallèlement, les jeunes eurent beaucoup plus de libertés et de pouvoirs au sein de la maison qu'ils n'en ont eus dans le siècle. Par dessus tout, ils perdirent le sentiment d'avoir des obligations financières à l'égard de la famille (Cunningham, 2000).

Au début des années 1980, cette tendance à l'homogénéisation des expériences et au rétrécissement de la durée de la transition vers l'âge adulte a tourné court et la situation est devenue bien plus complexe. Cette phase finale est caractérisée par le chômage des jeunes, des difficultés de logement, la croissance des familles mono-parentales, la moindre signification du mariage du fait de l'union libre, l'accroissement des études longues et la crise de l'Etat-providence.

Les perspectives de l'emploi étaient à peu près certainement la force motrice des changements de la troisième phase. En 1976, on ne voyait pas encore l'impact du chômage : 32 % de ceux qui quittaient l'école avaient un emploi et 86 % en trouvaient un dans le mois suivant. Mais le changement arriva rapidement. En 1977, *Social Trends* montrait qu'il y avait eu un fort accroissement du chômage en 1975 et 1976 chez les jeunes sortant du système scolaire. En 1978 fut créé le premier plan de lutte contre le chômage des jeunes, le *Youth Opportunities Program*, et d'autres suivirent. Le changement des perspectives et les expériences vécues par les jeunes furent dramatiques. En 1972, environ deux tiers des jeunes quittaient l'école à la première occasion et trouvaient du travail immédiatement; au début des années 1990, un peu moins d'un sur dix jeunes de 16 ans trouvait un emploi immédiatement en sortant de l'école, et en 1992 seuls 13 % des jeunes de 16-17 ans avaient un travail à plein temps. En Grande-Bretagne le taux de chômage des jeunes hommes est supérieur à celui des jeunes femmes.

A la fin du plein emploi a correspondu la poursuite des études et la croissance du nombre des diplômés. Les années de transition vers l'âge adulte sont maintenant bien plus souvent passées à accroître ses qualifications. Il est bien sûr possible de s'en réjouir et de voir cela comme une opportunité pour la majorité d'une génération d'accéder à ce qui était réservé auparavant à une élite. Mais il en résulte que les jeunes sont dépendants de leurs parents bien plus longtemps.

Cela se retrouve dans les statistiques de l'âge de départ de chez les parents et de mariage. Une enquête écossaise de la fin des années 1980 montrait qu'un jeune sur dix a quitté la maison à 18 ans et un tiers à 19 ans. Pour ceux qui sont partis avant 17 ans, la raison la plus fréquemment invoquée est, pour les garçons, qu'ils commencent à

travailler et, pour les filles, qu'elles ont des problèmes familiaux. Ceux qui sont partis plus tard partent généralement pour poursuivre leurs études, et cela quel que soit le sexe ; mais les étudiants restaient financièrement et, à des degrés divers, émotionnellement dépendants de leurs parents. A la différence du milieu du XX^e siècle, mais comme au XVIII^e, le fait de quitter la maison des parents n'est plus lié au mariage. Bien que les enfants partent généralement assez tôt de chez leurs parents, l'âge médian du mariage est, en 1993, de 28 ans pour les hommes et de 26 pour les femmes, soit l'âge le plus élevé jamais enregistré. D'un autre côté, on ne part plus de chez ses parents une fois pour toutes (mais est-ce que cela a jamais été le cas ?) : il est nécessaire de distinguer entre l'âge du premier départ et l'âge du départ définitif — le premier étant lié au travail ou aux études et le second au mariage ou à la vie en couple. On peut suivre Diana Leonard lorsqu'elle distingue le fait de « vivre loin de chez soi » et le fait de « quitter ses parents ».

Cette distinction entre vivre loin de chez soi et quitter ses parents éclaire l'impact du logement sur le passage au monde adulte. D'abord les difficultés de logement ne conduisent pas nécessairement à retarder la transition vers l'âge adulte. Ainsi, les grandes difficultés de logement durant la guerre et la reconstruction ont fait que, tout comme actuellement dans une grande partie de l'Europe de l'Est, les couples nouvellement mariés habitent encore chez les parents de l'un d'eux. Le lien entre se marier et fonder un foyer était alors rompu.

Les difficultés d'accès à un logement en Europe ont conduit, en première lecture, à retarder l'âge de départ de chez les parents, mais, selon une étude écossaise, le plus fréquent est en fait que les jeunes partent vivre loin de chez leurs parents un temps, puis y reviennent avant de partir définitivement — le retour étant généralement provoqué par des difficultés à se loger pour des raisons financières (Jones, 1995). Comme Smeeding et Ross le montrent, la pauvreté est une situation beaucoup plus fréquente chez ceux qui vivent seuls que chez ceux qui vivent chez leurs parents. Et ceux qui vivent chez leurs parents sont bien plus souvent les hommes ; en 1996, parmi les Britanniques de 26 ans, 26 % des hommes et 16 % des femmes vivent encore avec leurs parents.

La conclusion générale pourrait être que les années 1960 et le début des années 1970 ont bien plus incité à effectuer tôt et rapidement la transition vers l'âge adulte. Les changements structurels de ces vingt dernières années ont rendu, en revanche, le processus bien plus complexe et plus long, et, ce faisant, ont augmenté le niveau de dépendance des jeunes à l'égard de leur famille à un moment où, justement, ils sont incités à et désireux d'être indépendants (Wallace et Kovatcheva, 1998).

J'ai identifié quatre phases dans l'histoire de la transition vers l'âge adulte en Grande-Bretagne, en les reliant à chaque fois au contexte économique et, en particulier, aux perspectives d'emploi des jeunes (...). Le facteur qui, à mon avis, éclaire le mieux l'expérience britannique est

la modification des rapports de pouvoir au sein de la famille au milieu du XX^e siècle, modification qui a eu une résonance culturelle longtemps après, lorsque les circonstances économiques qui l'ont rendue possible ont changé. Si nous voulons comprendre pourquoi les jeunes britanniques partent relativement tôt de chez leurs parents, se mettent en couple et font des enfants, il faut y voir, à mon avis, le résultat d'un décalage culturel né des circonstances historiques inhabituelles des années 1960 et du début des années 1970.

Références bibliographiques

- ANDERSON, 1990 : « The social implications of demographic change » in Thompson (ed.), *The Cambridge Social History of Britain 1750-1950*, vol. 2, 1-70.
- BYNNER, FERRY et SHEPHERD (eds.), 1997 : *Twenty-something in the 1990s*, Aldershot.
- CUNNINGHAM à paraître en 2000 : « The decline of child labour : labour markets and family economies in Europe and North America since 1830 », *Economic History Review*
- IACOVOU, : « Young People in Europe : Two Models of Household Formation ».
- JONES, 1995 : *Leaving Home*, Buckingham & Philadelphia.
- JONES, 1977 : *Social Trends 1977*, 23.
- LEONARD, 1980 : *Sex and Generation : A Study of Courtship and Weddings*, Londres.
- OSGERBY, 1998 : *Youth in Britain since 1945*, Oxford.
- ROBERTS, 1995 : *Women and Families : An Oral History, 1940-1970*, Oxford.
- ROBERTS, 1984 : *A Woman's Place : An Oral History of Working-class Women 1890-1940*, Oxford.
- SMEEDING et ROSS, : « Young People in Rich Countries : Economic Status, Work, and Poverty ».
- WALL, 1978 : « The age of leaving home », *Journal of Family History*, 3, 181-202.

- WALL, 1987 : « Leaving home and the process of household foemation in pre-industrial England », *Continuity and Change*, 2, 77-101.
- WALLACE et KOVATCHEVA (eds), 1998 : *Youth in Society*, Basingstoke.
- WINSTANLEY, 1996 : « Industrialization and the small farm : family and household economy in nineteenth-century Lancanshire », *Past & Present*, 152, 157-195.

L'optimisme illusoire des jeunes anglais

John Bynner*

Centre for Longitudinal Studies, Institute of Education, Londres

La Grande-Bretagne — qui a posé les premiers jalons de l'industrialisation à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle — a développé une distinction entre bourgeoisie et prolétariat qui, chez elle, a persisté sous une forme plus marquée encore que dans la plupart des autres pays. Au principe de cette distinction, on trouve l'idée de destins fondés sur le milieu familial et sur les aptitudes naturelles, chacun de ces destins déterminant un cheminement particulier vers l'âge adulte.

Ainsi, la tradition anglaise considère que l'extension d'une transition qui passe par une extension de la durée de l'enseignement, de la formation et de l'expérience du travail avant l'obtention d'un emploi d'adulte, est la prérogative de la classe moyenne. Les jeunes gens de la classe ouvrière en finissent avec l'enseignement à plein temps à l'âge de 16 ans — le minimum légal — pour trouver un travail. Jusqu'au milieu des années 1970, près de 70 % de la population quittait l'école à l'âge de 16 ans pour chercher du travail. Parmi ceux qui quittaient l'école (ils étaient près de 600 000), les meilleurs obtenaient des postes d'apprentis, mais ces postes de formation aux métiers qualifiés, étaient surtout ouverts aux garçons, et seulement 120 000 d'entre eux en obtenaient. Les autres trouvaient des emplois de qualité variable, certains offrant une formation, et certains n'en offrant pas. Le travail non-qualifié ou semi-qualifié était en abondance, et la formation et les diplômes avaient trop peu de valeur pour que l'incitation à poursuivre ses études soit forte. Ce modèle paraissait si naturel que, jusque vers la fin des années 1970, Schaffer et Hargreaves (1978) pouvaient écrire en toute confiance, en prévision d'un nouveau programme de recherche anglais, intitulé « Les jeunes gens dans la société », que « la plupart des adolescents entrent sur le marché du travail à l'âge de 16 ans [et que c'est] une expérience normale dans la vie de l'adolescent ».

L'arrivée des nouvelles technologies au début des années 1980 représentèrent un défi majeur pour ce modèle. Le marché du travail des jeunes s'effondra, et beaucoup de jeunes, au lieu de trouver du travail, devinrent chômeurs. La réponse du gouvernement, au début des années 1980, consista, à travers l'agence nationale pour l'emploi — aujourd'hui défunte —, à instituer la « nouvelle initiative pour la formation ». Celle-ci visait à présenter ce qui devait pour un temps devenir la norme dans

* Texte traduit par Nathan Stern.

les pays du continent : la formation comme alternative à l'emploi. Une série d'initiatives virent le jour au cours des années 1980 pour amener tous ceux qui quittaient l'école à s'engager dans une formation, incluant, en fin de *cursus*, un système d'apprentissage réformé, inspiré à certains égards du modèle allemand.

Cette approche se heurta à la résistance culturelle des jeunes gens, de leurs familles et des employeurs à l'idée que la formation ou la préparation professionnelle soit une condition préalable nécessaire au travail. Une aversion profonde se manifestait envers l'enseignement ou la formation comme manière d'accomplir son statut d'adulte. Ce qu'il fallait savoir pour exercer un métier, on l'apprenait dans le métier lui-même : la formation était soit une alternative au travail, une forme de quasi-enseignement, soit quelque chose d'à peine mieux qu'un « travail d'esclave », dans le cas où la formation était assurée par un employeur. L'instruction occupait l'enfance, et lorsque se présentait l'occasion d'en sortir pour travailler, l'occasion devait être saisie. Les familles avaient besoin de la source de revenu que représentait l'emploi des jeunes ; les employeurs partageaient le principe que les jeunes gens quittant l'école à 16 ans commençaient d'emblée à travailler, et ils les évaluaient en tenant compte de l'expérience qu'ils avaient du travail. Les diplômés, exception faite des diplômés universitaires traditionnels, ne comptaient pas pour grand chose.

Le système avait bien fonctionné à l'époque où la croissance économique était soutenue et les marchés du travail en expansion. Mais quand l'économie faiblit, comme cela se produisit au début des années 1990, et que les emplois proposés changèrent de nature, les jeunes gens furent confrontés à d'énormes problèmes d'emploi. S'ils avaient quitté l'école, ils étaient contraints de suivre des formations. Pour un grand nombre, les années de l'adolescence devinrent une période où l'on compte les jours, une période de « mise en attente » jusqu'à ce que des offres d'emploi se présentent ou que les allocations versées aux chômeurs adultes leur soient accessibles. Il est notable que la voie alternative consistant à poursuivre ses études pour obtenir des diplômes, bien que favorisée par l'introduction, au milieu des années 1980, d'un système d'examen de fin d'études plus accessible, n'ait pas réellement eu d'impact sur les taux de poursuite des études sur une période de dix ans. Jusqu'à la fin des années 1980, la moitié de chaque classe d'âge continuait de quitter l'école dès l'âge minimal atteint. La reprise ne se produisit qu'au début des années 1990, avec un accroissement du taux à 70 %, un taux qui n'a pas progressé depuis. Il est remarquable que ce taux de poursuite d'études soit, de loin, le plus bas de tous les pays européens, que 30 % des jeunes gens continuent de quitter l'école à l'âge minimum de 16 ans pour chercher du travail, et qu'à l'âge de 17 ans, près de trois cinquièmes des jeunes sortent du système scolaire.

Une caractéristique frappante de la manière qu'ont les jeunes anglais de considérer leurs réussites et leurs chances sur le marché du travail a été mise en évidence par une étude faite à la fin des années 1980¹. Cette étude comparait le processus de transition des jeunes en Angleterre et en Allemagne. Les jeunes allemands avaient tendance à ne pas se considérer comme prêts pour l'emploi et les autres rôles d'adulte avant d'avoir achevé leur période décisive de préparation professionnelle, au terme de leur scolarité. La transition accélérée des jeunes anglais, qui entrent dans le monde du travail et assument des responsabilités d'adulte immédiatement après l'arrêt de leurs études à plein temps (ils jouissent dès 18 ans du droit de signer des contrats juridiquement contraignants) leur inspire une confiance remarquable dans leurs capacités, et de l'optimisme quant à leurs chances de réussite. Ce qui dominait dans les vues des jeunes allemands, c'était l'anticipation des difficultés qu'ils auraient à obtenir et à conserver un emploi. Au contraire, les jeunes anglais, même dans des régions comme celle de Liverpool, où les perspectives étaient des plus limitées à l'époque où l'enquête fut menée, manifestaient bien plus de confiance que les jeunes allemands dans leurs chances d'obtenir un travail.

Une première manière d'interpréter cet « optimisme illusoire » est de le considérer comme fondé sur les faibles exigences que les écoles anglaises prêtent aux employeurs, et sur ce qui s'ensuit : « l'équilibre des compétences limitées » anglais, dans lequel le faible niveau de qualification des patrons entraîne un faible niveau de qualification chez les ouvriers, des ouvriers qui deviendront à leur tour des patrons à faible niveau de qualification. Le manque de « disposition à la formation » et la forte valorisation de l'apprentissage sur le tas signifie qu'il est dans l'intérêt des jeunes de se tenir pour toujours qualifiés pour le travail. Et cela, malgré leur absence de formation adéquate. Ils acquièrent plus souvent leur compétence de manière fortuite, par l'exercice de leurs métiers, qu'au cours d'une formation en bonne et due forme.

Ce type d'histoire du marché du travail est important pour comprendre la nature des transitions anglaises dans les autres domaines de la vie. Cette transition très accélérée — si on la compare avec la plupart des autres pays d'Europe — valorise le travail, la vie en commun, et les enfants, et ce, dès un âge relativement précoce. La tendance à résister à la pression et à remettre à plus tard ces engagements tant que les perspectives d'emploi sont incertaines s'est cependant développée dans tous les pays. En Grande-Bretagne, par exemple, l'âge au premier enfant est passé, entre 1971 et 1996, de 24 à 29 ans, niveau auquel il est encore aujourd'hui.

1. Bynner & Roberts (eds), 1991 : *Youth and Work : Transition to Employment in England and Germany*, London, Anglo German Institute.

D'un autre côté, les vestiges de la voie traditionnelle vers l'âge adulte continuent d'être perceptibles dans le fait que le Royaume-Uni a le plus fort taux de mères célibataires en Europe, un taux que seuls le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis dépassent. Les jeunes qui quittent l'école à 16 ans, sans qualification, ont de plus en plus de mal à trouver du travail. Les jeunes femmes, ramenées aux routines domestiques de la famille, chercheront un moyen de s'échapper en se liant avec un garçon et en étant enceintes. Les jeunes hommes prolongeront souvent leur adolescence, se sentant incapables de subvenir aux besoins d'une famille.

Cet effet de polarisation est commun à la plupart des pays, ce qui explique que l'exclusion sociale soit devenue dans chacun d'entre eux un enjeu dominant. Mais en Grande-Bretagne, les traditions profondément ancrées de travail manuel et le peu de crédit accordé à l'instruction rendent l'exclusion sociale plus visible que partout ailleurs dans l'Europe de l'Ouest.

Une polarisation de la jeunesse française

Olivier Galland

Observatoire sociologique du changement FNSP-CNRS

En France, deux formes d'allongement des transitions vers l'âge adulte radicalement différentes, et qui concernent des catégories de jeunes qui n'ont rien de commun, doivent être distinguées. La première peut être définie comme une phase d'expérimentation. Elle concerne des jeunes qui ont poursuivi des études longues et qui se détachent progressivement de la dépendance familiale. Le modèle étudiant est, de ce point de vue, le plus net (Galland, 1995a). Les étudiants des grandes capitales régionales vivent dans un logement différent de celui de leurs parents, mais très souvent payé par ces derniers, et restent attachés à leur famille par de multiples liens. Bien souvent ce modèle de vie étudiante se prolonge une fois les études terminées. Pour ces jeunes, l'entrée dans la vie adulte est un processus graduel, aussi bien sur le plan professionnel que familial, et la jeunesse se comprend dans ce sens comme une phase durant laquelle le statut adulte et l'identité qui lui correspond se construisent par touches successives jusqu'à ce que les aspirations rencontrent un statut crédible.

L'autre forme de prolongation se comprend beaucoup plus comme une forme de relégation. Elle concerne les jeunes et surtout des garçons¹ qui ont arrêté leurs études le plus tôt et qui connaissent, à des degrés divers dans les pays d'Europe occidentale, une prolongation forcée de l'adolescence. Une fois leurs études initiales terminées, ces jeunes garçons dépourvus de diplômes sont contraints de poursuivre la cohabitation avec leurs parents durant plusieurs années.

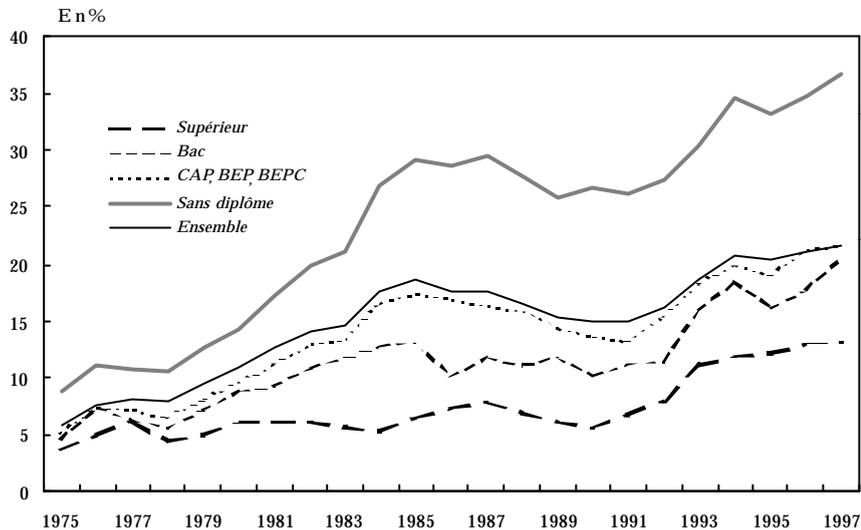
L'écart entre deux jeunesses s'est accru

En France, plus qu'ailleurs, l'écart entre ces deux jeunesses s'est accru. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'évolution du taux de chômage des jeunes par niveau de diplômes (graphique 1). Depuis 20 ans, le chômage a tendance à se concentrer toujours plus sur les non-

1. L'enquête de l'INSEE de 1992 sur les jeunes avait montré que les filles de même niveau scolaire choisissaient plutôt d'entrer précocement dans la vie adulte en renonçant au rôle de femme active et en adoptant le rôle traditionnel d'épouse et de mère (Galland, 1995b).

diplômés. Le désavantage relatif des jeunes français non diplômés s'est accru jusqu'au milieu des années 1980 et se maintient depuis à 2 contre 1 par rapport à l'ensemble des jeunes (le rapport chômeurs/non chômeurs est deux fois plus élevé parmi les jeunes sans diplômes qu'au sein de l'ensemble des jeunes).

1. Taux de chômage des jeunes par niveaux de diplômes (15-29 ans)



Source : Insee, enquêtes Emploi.

Comment expliquer cet écart croissant entre les chances sociales de deux jeunesses ? Il y a bien sûr des causes conjoncturelles de nature économique que tout le monde connaît. Les économies d'Europe occidentale ont connu une longue période, dont elles commencent peut-être tout juste à sortir, durant laquelle le chômage a augmenté. Et comme toutes les enquêtes le montrent, ce sont surtout les nouveaux entrants sur le marché du travail qui en supportent les fluctuations conjoncturelles. Toutefois, ce désavantage des jeunes est plus ou moins marqué selon les pays. Dans ce domaine, les jeunes français ne sont pas les plus favorisés : leur situation est intermédiaire entre celle des pays du Sud de l'Europe où les jeunes connaissent un désavantage relatif très marqué, et celui de l'Allemagne ou du Royaume-Uni où ce désavantage est faible ou inexistant (cf. graphique 4 de l'introduction).

Mais il y a également probablement des facteurs de nature plus structurelle. Certains économistes (Cohen, 1997) affirment en effet que la situation actuelle de l'économie des pays développés se caractérise par une désaffection croissante pour le travail non qualifié, et c'est bien de ce syndrome dont souffriraient les jeunes sans diplômes : dépourvus de

qualification, sans expérience professionnelle, ayant parfois des difficultés d'adaptation aux situations de travail, ces jeunes ne présentent pas un profil attractif pour les entreprises.

Dans un pays comme la France, le critère du niveau de formation devient ainsi de plus en plus discriminant dans la réussite des parcours individuels d'accès à l'emploi. Avoir un diplôme ne suffit pas à assurer cette réussite, mais devient une condition indispensable. Il n'en était probablement pas de même il y a trente ans : les jeunes sans diplôme pouvaient alors s'insérer beaucoup plus facilement sur des emplois, et notamment des emplois industriels, non qualifiés.

Les statistiques de l'emploi nous montrent effectivement que les jeunes français sans diplôme occupent de moins en moins souvent des emplois qualifiés, ce qui n'est pas une surprise, mais également moins souvent des emplois non qualifiés (tableau 1), soit parce que ces emplois ont été détruits (ce fut le cas dans de nombreux secteurs industriels), soit parce qu'ils sont plus souvent occupés par des jeunes ayant un minimum de qualification. Occupant moins souvent ces emplois non qualifiés qui les accueilleraient prioritairement autrefois, les jeunes sans diplômes sont plus souvent chômeurs ou inactifs.

1. Qualification de l'emploi et chômage parmi les jeunes français de 20 à 24 ans sans diplômes en 1982 et 1997

	Ouvriers non qualifiés	Employés non qualifiés	Autres catégories socio-prof.	Chômeurs	Inactifs non scolaires	Ensemble
Garçons						
1982	33,7	2,3	37,4	14,	12,5	100
1997	20,7	4,2	20,7	40,3	14	100
Filles						
1982	19,3	14,3	17,7	18,6	30,1	100
1997	9,2	11,9	11,5	32,2	35,2	100

Champ: jeunes de 20 à 24 ans non scolarisés et n'ayant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

L'unité de la jeunesse française est donc fictive et de moins en moins avérée. Les destins des jeunes qui poursuivent des études même courtes mais sanctionnées par un diplôme ou une formation professionnelle, et ceux qui abandonnent leur scolarité le plus tôt n'ont rien de commun et sont de plus en plus divergents.

L'intégration sociale

L'insertion dans un statut adulte est un processus plus long et plus complexe qu'autrefois. Certains jeunes français semblent même exclus durablement de cet accès. Mais « être inséré » suffit-il pour être « intégré » ? Pour le sociologue la réponse est évidemment négative. Sur le plan sociologique la notion d'intégration présente en effet deux aspects (Durkheim, 1991) :

1) elle exprime la force des liens sociaux qui relie l'individu à des buts collectifs et des valeurs partagées avec d'autres membres du ou des groupes auxquels il appartient;

2) elle exprime aussi l'idée que le moi collectif l'emporte sur le moi individuel, cette prééminence se manifestant par des échanges intenses d'idées et de sentiments et par une mutuelle assistance morale et matérielle (à l'intérieur de la famille, par exemple, si elle est fortement intégrée).

En ce sens, la notion d'intégration va beaucoup plus loin que l'idée d'insertion dans un statut, de la façon dont on parle habituellement de l'insertion des jeunes. En réalité, dans la conception durkheimienne, ce n'est pas l'individu qui est intégré, mais le groupe auquel il appartient qui présente ou non des vertus intégratives. Il ne suffit donc pas d'occuper un statut pour être intégré; il faut encore que ce statut permette à l'individu de partager des valeurs communes et de nouer des relations avec d'autres personnes. Mais, bien sûr, si la notion d'intégration est beaucoup plus large que la notion d'insertion, on est souvent conduit, dans les enquêtes, à se rabattre sur une notion plus triviale à cause de la difficulté de la mesure.

Si l'intégration sociale ne se réduit pas à l'inscription dans un statut, on conçoit facilement que l'absence de statut puisse constituer un obstacle majeur au processus d'intégration. L'absence prolongée de statut dont souffrent les jeunes qui ont fini leur scolarité et qui n'ont pu accéder aux rôles adultes se traduit-elle donc, comme attendu, par une mise en cause radicale du processus d'intégration ? Deuxièmement, qu'en est-il de ce processus d'intégration pour les jeunes qui connaissent une phase de transition, certes allongée, mais qui n'est pas assimilable à une forme d'exclusion ?

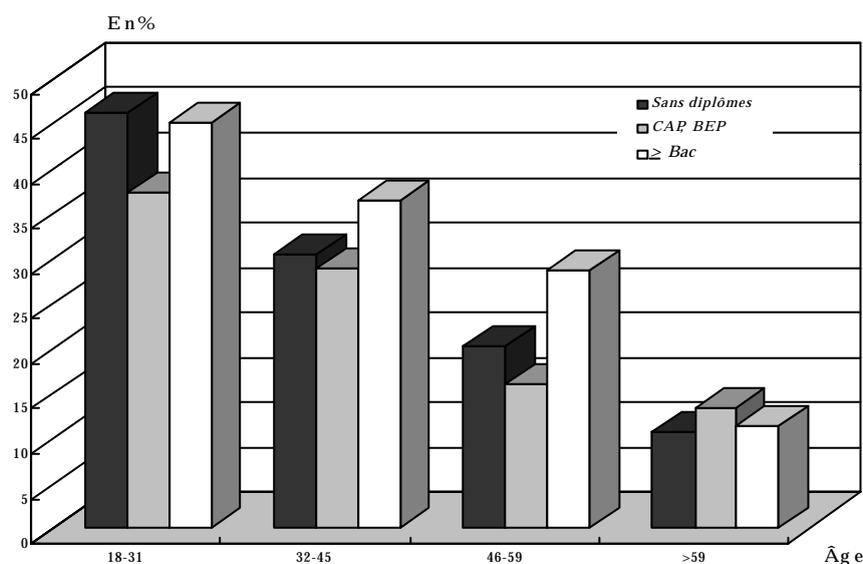
Pour aborder ces questions, il faut prendre un chemin indirect, car la mesure de l'intégration, c'est-à-dire du sentiment d'appartenance à la société, la conviction de partager ses valeurs et la possibilité de nouer des liens intenses avec les membres qui la composent, cette mesure, donc, est difficile à réaliser directement dans tous ses aspects. Nous devons donc faire un détour par l'examen des valeurs auxquelles adhèrent les jeunes français.

Des jeunes français divisés dans leur conception de la société

Les deux jeunes dont il a été question plus haut adhèrent-elles donc au même corps de valeurs et cette adhésion vaut-elle adhésion à la société elle-même? Oui et non. Pour résumer les choses, on pourrait dire que la jeunesse française est unie dans sa conception des mœurs, de la vie privée mais est profondément divisée dans sa conception de la vie publique et de la société. Unie sur les mœurs, la jeunesse l'est autour de l'idée qu'en la matière doit prévaloir le libéralisme, c'est-à-dire la possibilité pour chacun de choisir librement sa manière de vivre. Les études qui ont été menées dans ce domaine², montrent que le clivage en matière de mœurs est essentiellement générationnel (graphique 2).

Quel que soit leur niveau d'étude, les individus d'un âge donné n'ont pas des opinions très éloignées sur cette question, mais se distinguent nettement des autres générations et, en la matière, le libéralisme décroît régulièrement avec l'âge. Mais si la plupart des jeunes adhèrent au libéralisme des mœurs il n'en va pas de même à l'égard de ce que Etienne Schweisguth et Gérard Grunberg (1997) ont appelé les « attitudes universalistes ». Ils définissent cette dimension par l'appréciation de la valeur des individus, ou, comme on dit couramment, de leur dignité : s'opposent ainsi ceux qui affirment l'égale valeur de tous les individus

2. Pourcentage des réponses « Tout à fait d'accord » à la proposition « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité »

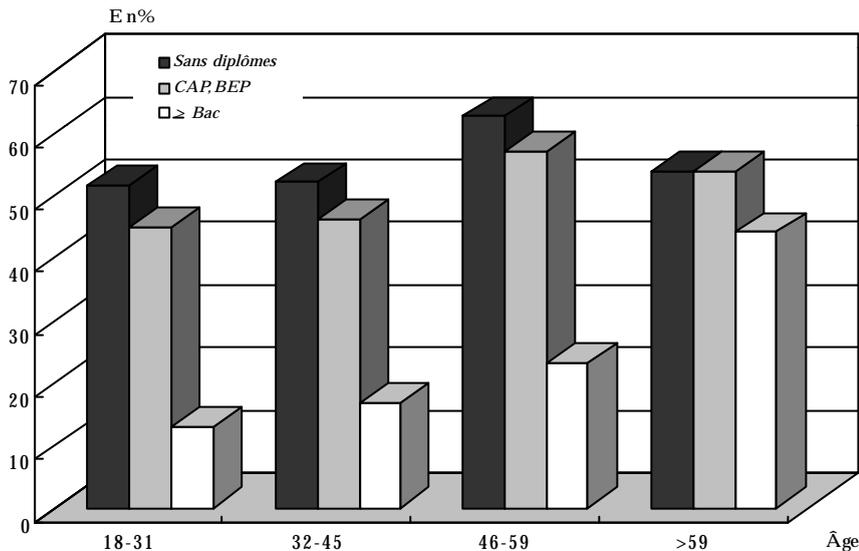


Source : Cevipof-Sofres 1995.

2. Notamment les enquêtes réalisées par le Cevipof (Fondation nationale des sciences politiques) à l'occasion de chaque grande élection en France.

quels qu'ils soient et ceux qui, au contraire, soulignent les inégalités de valeur entre membres d'une même société ou entre membres de sociétés différentes. L'expression de sentiments xénophobes est évidemment très étroitement liée à ce corps d'attitudes. Or, sur ce plan, le clivage n'est plus générationnel mais lié au niveau d'études (et il est d'autant plus marqué qu'on a affaire à des jeunes). En effet, quel que soit leur âge (au moins jusqu'à 60 ans), les personnes qui ont poursuivi des études longues adhèrent à des attitudes universalistes, alors que la tendance est inverse pour les personnes qui ont arrêté plus tôt leurs études (graphique 3).

3. Pourcentage des réponses « Tout à fait d'accord » avec l'opinion « Il y a trop d'immigrés en France »

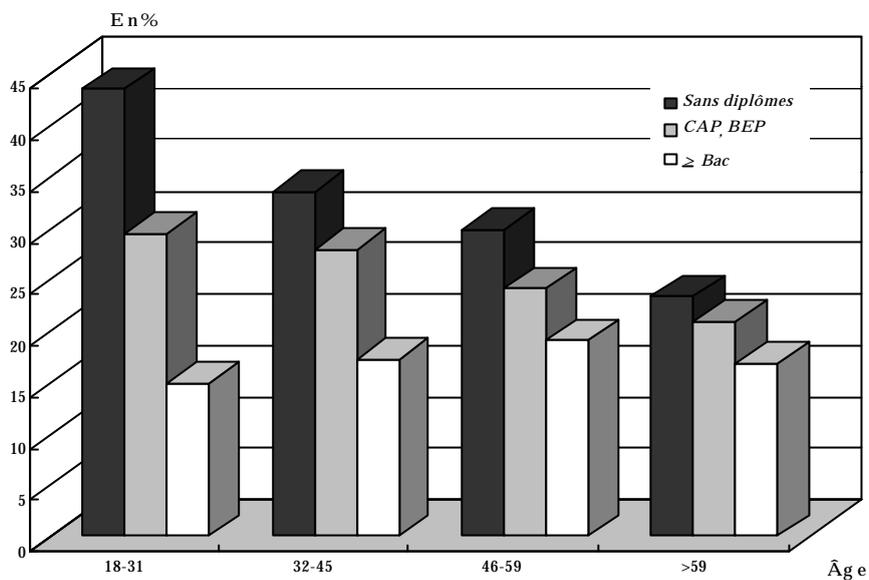


Source : Cevipof-Sofres 1995.

L'expression de sentiments radicaux à l'égard des changements sociaux et politiques nécessaires de la société illustre également cette division de la jeunesse française (graphique 4). Sur cette question, à nouveau, le clivage du niveau d'études joue d'autant plus fortement que l'on est jeune. Tout semble donc séparer les jeunes qui ont poursuivi des études au-delà du cycle secondaire, modérés dans leurs opinions à l'égard des changements sociaux et politiques, et ceux qui ont fini leurs études le plus tôt, qui expriment souvent des sentiments et des votes radicaux, alors que ce clivage est beaucoup moins marqué chez les personnes d'âge mûr et presque inexistant chez les personnes âgées. Autrement dit, la polarisation sociale de la jeunesse dont il a été question auparavant, se double bien d'une polarisation idéologique, non pas sur les mœurs, mais sur la représentation de la société. Les jeunes français sans diplôme rejettent une société dont ils ont le sentiment qu'elle les rejettent.

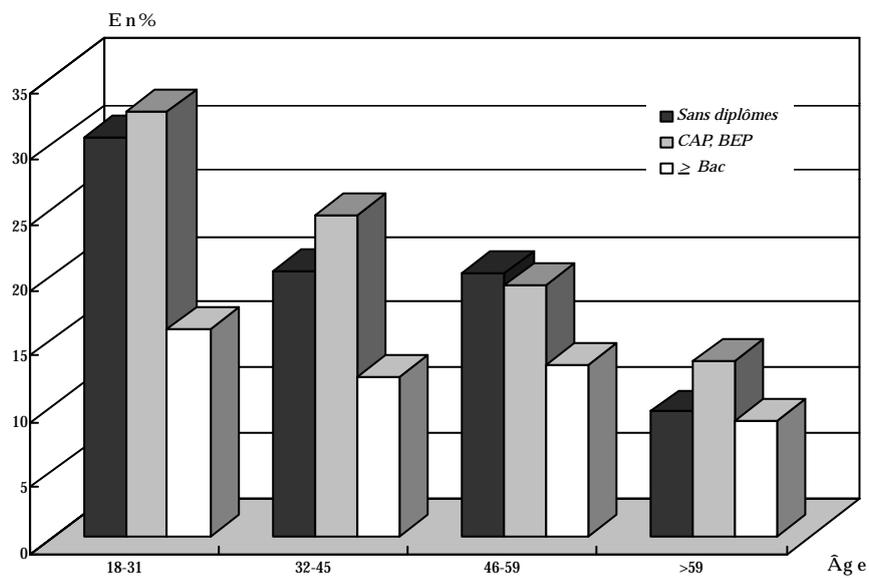
4. Radicalisme social et politique

a) Il faut changer complètement la société



Source : Cevipof-Sofres 1995.

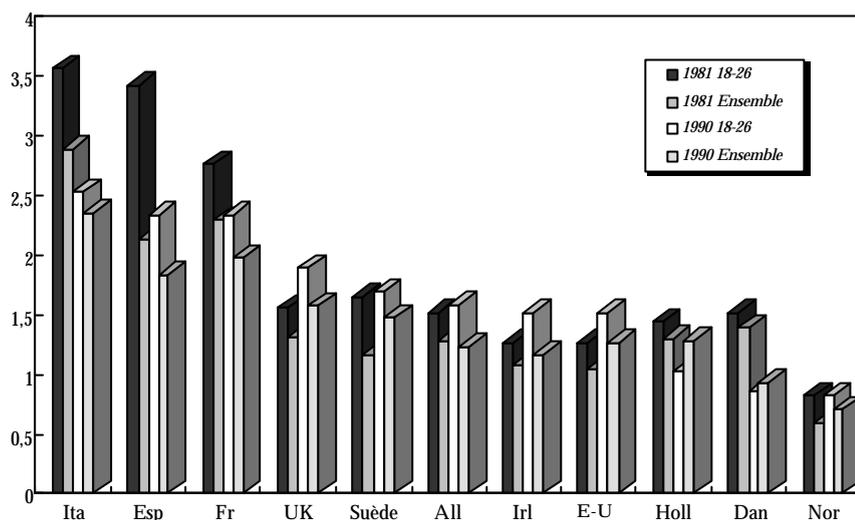
b) Vote extrémiste (FN + extrême Gauche) 1^{er} tour 1995



Source : Cevipof-Sofres 1995.

Par rapport aux autres pays développés, la France se situe à un niveau élevé de radicalité, proche de celui de l'Italie et de l'Espagne, et très supérieur, par exemple, à celui des pays nordiques, des Pays-Bas, des États-Unis ou de l'Irlande. En France, comme dans la plupart des pays, la radicalité a néanmoins baissé entre 1981 et 1990, mais reste, notamment pour les jeunes, nettement plus élevée que dans la plupart des autres pays européens et aux États-Unis (graphique 5).

5. Score moyen de radicalité en 1981 et 1995 dans quelques pays développés



Note de lecture : Cette échelle a été construite à partir de plusieurs questions de l'enquête « valeurs », 1) sur le sentiment qu'il faut changer « radicalement » la société, 2) sur l'absence complète de confiance à l'égard d'une série d'institutions (neuf institutions sont recensées). L'échelle attribue un poids égal au sentiment qu'il faut changer radicalement la société et à l'absence de confiance globale dans les institutions.

Source : World Values Surveys.

Références bibliographiques

- COHEN D., 1997 : *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Flammarion.
- DURKHEIME., 1991 : *Le suicide*, PUF, Quadrige, [1930].
- GALLAND O. (dir.), 1995a : *Le monde des étudiants*, PUF, sociologie.
- GALLAND O., 1995b : « Une entrée de plus en plus tardive dans la vie adulte », *Économie et statistique*, n° 283-284, p. 33-52.
- GRUNBERG G. et E. SCHWEISGUTH, 1997 : « Recompositions idéologiques », dans : *L'électeur à ses raisons*, D. BOY, N. MAYER (dirs.), p. 139-178, Presses de la FNSP.